



Actualisation du Document de Référence 2012

Rapport financier semestriel
au 30 juin 2013 inclus

La présente actualisation du Document de Référence 2012 a été enregistrée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 31 juillet 2013, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle complète le Document de Référence 2012 enregistré auprès de l'AMF le 3 avril 2013 sous le numéro D.13-0271.

Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Cette actualisation du document de référence peut être consultée sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et celui de l'émetteur (www.atos.net).

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
A Personnes responsables	3
A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.3 Responsables du contrôle des comptes	4
B Atos au premier semestre 2013.....	5
B.1 Compte de résultat.....	5
B.2 Principales réalisations.....	6
C Finance	9
C.1 Revue opérationnelle	9
C.2 Objectifs 2013	32
C.3 Revue financière	33
C.4 Etats financiers consolidés résumés semestriels	40
C.5 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013	58
D Gouvernance d'Entreprise.....	59
D.1 Renouvellement et nomination d'administrateurs	59
D.2 Composition du Conseil d'Administration	60
D.3 Plan d'attribution d'actions de performance	60
E Evolution du capital et performance boursière	63
E.1 Informations de base.....	63
E.2 Dividendes	64
E.3 Calendrier financier	64
E.4 Contacts	64
E.5 Capital	65
F Litiges et réclamations	70
F.1 Litiges en matière fiscale et de contributions sociales.....	70
F.2 Litiges en matière commerciale.....	70
F.3 Litiges en matière sociale	71
F.4 Garanties de passif.....	71
F.5 Autres	71
Table des matières détaillée	72

A PERSONNES RESPONSABLES

A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence

Thierry Breton

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général d'Atos

A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente Actualisation du Document de Référence 2012 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion (ci-joint) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'Actualisation du Document de Référence 2012.

Thierry Breton,

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général d'Atos
Bezons, le 31 juillet 2013

A.3 Responsables du contrôle des comptes

Nomination et expiration des mandats

Commissaires aux comptes	Suppléants
Grant Thornton Victor Amselem <ul style="list-style-type: none">Nommé le 12 juin 2008 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013	Cabinet IGEC <ul style="list-style-type: none">Nommé le 12 juin 2008 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013
Deloitte & Associés <ul style="list-style-type: none">Nommé le 30 mai 2012 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017	Cabinet B.E.A.S. <ul style="list-style-type: none">Nommé le 30 mai 2012 pour une durée de 6 exercicesDate d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

B ATOS AU PREMIER SEMESTRE 2013

B.1 Compte de résultat

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2012 (12 mois)
Chiffre d'affaires	4 290,0	4 366,0	8 844,3
Charges de personnel	-2 277,2	-2 273,7	-4 502,2
Charges opérationnelles	-1 733,8	-1 843,5	-3 762,1
Marge opérationnelle	279,0	248,8	580,0
En % du chiffre d'affaires	6,5%	5,7%	6,6%
Autres produits et charges opérationnels	-87,4	-78,4	-198,6
Résultat opérationnel	191,6	170,4	381,4
En % du chiffre d'affaires	4,5%	3,9%	4,3%
Coût de l'endettement financier net	-17,4	-16,5	-34,2
Autres charges financières	-26,7	-26,9	-54,7
Autres produits financiers	21,6	23,7	37,1
Résultat financier	-22,5	-19,7	-51,8
Résultat avant impôt	169,1	150,7	329,6
Charge d'impôt	-53,4	-47,7	-102,9
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-0,8	1,7	1,3
RESULTAT NET	114,9	104,7	228,0
Dont attribuable aux:			
- propriétaires de la société mère	116,3	101,8	223,8
- participations ne donnant pas le contrôle	-1,4	2,9	4,2

(en euros et en nombre d'actions)

Résultat net – attribuable aux propriétaires de la société mère			
Nombre moyen pondéré d'actions	85 741 350	83 454 764	84 066 299
Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la société mère	1,36	1,22	2,66
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	98 590 700	95 906 735	96 696 049
Résultat net dilué par action - attribuable aux propriétaires de la société mère	1,26	1,14	2,48

B.2 Principales réalisations

5 février

Atos a été choisi par T-Mobile Autriche pour intégrer et déployer son Réseau Intelligent de dernière génération. Cette nouvelle plateforme servira de base pour mettre en place des applications innovantes, rapidement et à moindre coût. Atos fournit aux opérateurs télécoms des systèmes "clé en main", en s'appuyant sur les éditeurs leaders du marché. Pour T-Mobile Autriche, Atos utilise le serveur d'applications télécom d'OpenCloud, partenaire global d'Atos depuis 2006. Le périmètre du projet attribué à Atos s'étend des spécifications fonctionnelles et de l'installation du matériel jusqu'au déploiement et au support opérationnel.

13 février

Atos a été sélectionné par France Télévisions, premier groupe audiovisuel français, pour prendre en charge l'exploitation des infrastructures informatiques des 5 entités du groupe, avec engagement de résultat, et l'accompagner pendant trois ans dans sa transformation en entreprise intégrée mutualisant les moyens communs. France Télévisions a décidé de confier ses infrastructures informatiques à un prestataire unique qui devra réaliser la convergence des systèmes existants. Atos a été retenu pour fournir la Supervision, l'Administration, l'Exploitation et la Maintenance des infrastructures et des applications et services de production informatique.

21 février

Atos, a annoncé ses résultats annuels pour l'exercice clos le 31 Décembre 2012. L'activité commerciale est restée soutenue tout au long de l'année conduisant à une prise de commande record à 10 milliards d'euros. Ceci représente un ratio de prises de commande sur facturations de 113% grâce aux grands contrats signés en Infogérance et en BPO, et en fin d'année en Intégration de Systèmes. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 8 844 millions d'euros, en hausse de +29,8% par rapport au chiffre d'affaires publié en 2011, soit une croissance organique de +0,8%. La marge opérationnelle a fortement crû à 580,0 millions d'euros, soit 6,6% du chiffre d'affaires, par rapport à 4,8% en 2011 pro forma. Le flux de trésorerie disponible s'est élevé à 259 millions d'euros en 2012. La trésorerie nette était de 232 millions d'euros fin 2012. Le résultat net part du Groupe s'est établi à 224 millions d'euros par rapport à 182 millions d'euros publiés en 2011.

21 février

Le Groupe a annoncé sa décision de filialiser ses activités de paiement autour d'Atos Worldline et de ses autres activités de transactions commerçants. La filialisation permettra à la nouvelle entité d'être reconnue comme un acteur mondial et leader européen sur le marché des paiements avec une gestion opérationnelle plus efficace et davantage intégrée. Cette entité sera ainsi dotée d'une plus grande flexibilité stratégique et financière pour développer son offre de services sur l'ensemble de la chaîne de valeur transactionnelle y compris par alliances et partenariats. Cette transformation consolidera la position de leader de l'entité dans les activités de paiement tout en lui permettant de bénéficier de la large base de clients d'Atos et de la présence géographique du Groupe dans le monde.

Le regroupement de toutes les activités de paiement dans une seule entité avec un reporting spécifique permettra aussi d'accroître la visibilité interne et externe sur ses indicateurs de performance tout en renforçant l'efficacité opérationnelle de la nouvelle entité.

28 février

Atos Worldline a annoncé des évolutions majeures de sa plateforme Sips e-payment. Cette solution de paiement est leader sur le marché Européen avec plus de 400 millions de transactions traitées en 2012. La nouvelle génération de la solution permet de fluidifier et d'enrichir le parcours d'achat multi-canal du client final et pour le commerçants d'optimiser son encaissement et d'améliorer la lutte contre la fraude. La plateforme poursuit sa transformation et annonce des changements majeurs permettant d'améliorer le processus d'achat, de simplifier son utilisation, d'enrichir les processus envers les clients multi-canaux avec achat à distance et retrait en magasin, d'optimiser l'encaissement par le commerçant et d'améliorer la lutte contre la fraude.

7 mars

Atos Worldline lance ses nouvelles offres sur le marché croissant des véhicules connectés. Avec son expertise Cloud et son modèle de paiement à l'acte, des services alliant mobilité et télématique, seront proposés au conducteur. Atos Worldline est le partenaire privilégié des acteurs du véhicule connecté dont les constructeurs et les équipementiers, pour accompagner leur mutation vers les services de mobilité, l'exploitation massive de données collectées (« Big Data ») tout comme leur positionnement par rapport aux équipements grand public Smartphones et Tablettes. La plateforme de services, la Connected Vehicles Platform (CVP), est gage d'évolutivité des nouveaux services B2C et B2B; elle intègre de façon flexible les fournisseurs de contenus et de services et les différents systèmes embarqués, permettant à nos clients de générer de nouvelles sources de revenus avec un modèle économique attractif. Trois acteurs mondiaux ont dès 2012 signé avec Atos Worldline pour fournir et opérer des services B2C et B2B pour plus d'un million de véhicules, de types différents, connectés à travers le monde.

20 mars

Atos Worldline a remporté le Trophée des Paiements Innovants 2013 dans la catégorie « Offre pour le e-commerce » lors du salon PayForum, pour son offre de paiement innovant eGo™. Développée par Atos Worldline, cet offre va révolutionner l'utilisation d'un large éventail de services et de paiements de proximité ou distant. Sans cartes, ni téléphones, ni argent liquide : un simple geste du doigt suffisant pour lancer la transaction, eGo™ est une solution extrêmement pratique et ergonomique et qui prend en compte la sécurité. Elle met en œuvre notamment une procédure biométrique d'authentification qui reste entièrement sous le contrôle de l'utilisateur.

25 avril

Atos a annoncé ses résultats du premier trimestre 2013. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 117 millions d'euros, en décroissance organique de -1,2% par rapport au premier trimestre 2012. Les prises de commandes se sont élevées à 1 987 millions d'euros, représentant un ratio de prise de commandes sur facturation de 94 %. La trésorerie nette s'est établie à 258 millions d'euros à fin mars 2013.

8 mai

Canopy, filiale d'Atos, avec EMC et VMware pour partenaires, combine des solutions Cloud, et représente un leader dans ce domaine. Un an après sa création, la société présente un portefeuille de solutions renforcées. Ses nouvelles solutions répondent à une évolution du secteur qui se dirige vers un modèle d'organisation plus flexible et plus rentable. Canopy a présenté ses dernières solutions Cloud pour répondre à l'évolution des besoins des clients avec des outils pragmatiques et aider les directeurs informatiques à évoluer vers le Cloud.

14 mai

Atos a signé un nouveau contrat d'infogérance d'une durée de 5 ans avec Darty, acteur majeur du marché de l'électrodomestique en Europe. Darty France, membre du groupe Darty, a souhaité regrouper ses activités d'hébergement, d'exploitation et de continuité de service informatique auprès d'un prestataire unique. Il a choisi Atos pour faire évoluer et rationaliser ses infrastructures informatiques multi-technologies afin de demeurer en parfaite adéquation avec sa stratégie métier pour assurer une qualité de service maximale.

21 mai

Atos a annoncé les changements suivants au sein de son Comité Exécutif:

- Jean Marie Simon est nommé Directeur Exécutif Atos France, en remplacement de Laurent Kocher qui quitte le Groupe.
- Patrick Adiba est nommé Directeur Exécutif Ressources Humaines Groupe, en remplacement de Jean Marie Simon. Patrick continuera de diriger les activités Major Events (MEV).
- Ivan Lozano est nommé Directeur Exécutif Iberia, en remplacement de Patrick Adiba.

27 mai

CBC/KBC et Atos Worldline signent un contrat de vente et de marketing dans le paiement par carte pour les commerçants de Belgique via smartphone et tablette. CBC et KBC offrent la possibilité aux commerçants de Belgique en déplacement de recevoir des paiements par cartes en association avec un smartphone ou une tablette. Il s'agit du premier résultat du contrat signé par Atos Worldline d'une part et CBC et KBC d'autre part. Les deux parties coopèrent intensivement à l'optimisation permanente de l'offre pour les commerçants et à son adaptation aux besoins du marché.

29 mai

L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires d'Atos s'est réunie ce jour sous la présidence de Monsieur Thierry Breton, Président-Directeur Général de la Société. La totalité des résolutions agréées par le Conseil d'administration a été adoptée à une large majorité. L'Assemblée Générale a notamment approuvé le versement d'un dividende au titre de l'exercice 2012 de 0,60 € par action, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions ou en numéraire. L'Assemblée Générale a également renouvelé les mandats d'administrateur de Madame Aminata Niane (de nationalité sénégalaise) et de Monsieur Vernon Sankey (de nationalité britannique). Elle a élu administrateur Madame Lynn Paine, Vice-Doyenne de la Harvard Business School (de nationalité américaine), ainsi que procédé à la réélection de Madame Jean Fleming (de nationalité britannique) en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires au sein du Conseil d'Administration.

10 juin

Thierry Breton, Président Directeur-Général d'Atos et Boo-Keun Yoon, Directeur Général et Président de la division électronique grand public de Samsung Electronics, ont conclu un accord de coopération stratégique mondial visant à développer et à commercialiser conjointement des solutions avancées de technologies de l'information pour les marchés Entreprise. Reposant sur les services et les capacités d'intégration d'Atos ainsi que sur les dernières innovations technologiques de Samsung, les offres conjointes incluront des solutions complètes pour la vente au détail, la signalétique numérique dans les espaces de vente, les véhicules connectés, ou pour la gestion des postes de travail incluant la mobilité.

Pour Atos, cet accord s'inscrit dans le cadre de sa vision de la prochaine révolution informatique qui transformera la manière dont les entreprises profitent des technologies de l'information. A ce titre, le « Big Data », la mobilité et le Cloud représentent des opportunités majeures pour les clients. Cette coopération permettra à Atos d'offrir à ses clients des solutions et services bénéficiant des tendances « grand public » les plus avancées dans ces domaines. Ensemble, les deux groupes sont en capacité de proposer une gamme d'offre unique qui associe le meilleur de l'innovation « grand public » aux applications et technologies informatiques professionnelles dans la mobilité, l'affichage, le Big Data ou la sécurité.

Bénéficiant de son infrastructure mondiale et d'un savoir-faire reconnu dans les services informatiques, Atos intégrera et installera pour ses clients des solutions dans la distribution, la banque, l'automobile et les services publics qui intégreront des innovations technologiques de Samsung.

21 juin

Atos devient le partenaire technologique de Veolia Environnement en France en remportant un important contrat d'infogérance pour l'accompagner dans sa transformation en déployant un socle de services commun à toutes les divisions du Groupe. Atos prend en charge, pour les 5 prochaines années, l'exploitation des infrastructures et applications informatiques en France, à partir de ses centres de services. La méthodologie de déploiement des services et d'intégration des filiales proposée par Atos, permet de réduire à 12 mois la durée totale de mise en œuvre du contrat. Atos a été retenu par Veolia Environnement pour rationaliser et mutualiser ses infrastructures (plus de 3.000 serveurs), tout en fournissant des services d'infogérance applicative (environ 150 applications) à l'état de l'art.

C FINANCE

C.1 Revue opérationnelle

C.1.1 Synthèse

Au premier semestre 2013, le chiffre d'affaires total s'est élevé à 4 290 millions d'euros représentant une variation organique de -0,6%, soit -26 millions d'euros, en baisse de -1,2% par rapport au premier trimestre de l'année, et stable pour le second trimestre.

En ligne avec la filialisation des activités de paiement, l'adaptation de l'organisation d'Atos a entraîné les changements suivants :

- L'Entité Opérationnelle Europe du Nord, du Sud & de l'Ouest (N&SWE) a été scindée avec i) les pays Nordiques transférés à "Benelux & Pays Nordiques" et ii) la Suisse et l'Italie ont rejoint "Europe Centrale & de l'Est" (CEE). La décision de réduire le nombre d'Entités Opérationnelles reflète l'objectif d'optimiser l'efficacité opérationnelle et de réduire les coûts indirects.
- L'entité AWFM (Atos Worldline Financial Markets) a été transférée à l'Entité Opérationnelle France. En termes de Ligne de Services, AWFM fait partie d'Intégration de Systèmes.
- L'entité Atos Worldgrid est reportée au sein de la Ligne de Services Intégration de Systèmes. Les entités locales Atos Worldgrid (France, Italie, Espagne, Allemagne et Asie Pacifique) sont reportées dans leurs Entités Opérationnelles respectives.
- Les Marchés Energie & Services aux collectivités (E&U) et Télécoms, Média & Technologie (TMT) ont été fusionnés dans "Télécoms, Média & Services aux collectivités" (TM&U), renforçant ainsi son efficacité opérationnelle.

Ces changements organisationnels sont reflétés dans le reporting par Entité Opérationnelle, Ligne de Services et Marché au premier semestre 2013 et pour 2012 à titre de comparaison.

Si l'on examine le chiffre d'affaires par Ligne de Services, Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées (HTTS & SB), qui représente 20% du chiffre d'affaires du Groupe, a augmenté de +1,4%, par rapport au premier semestre 2012. En particulier, l'activité HTTS a crû de +5,6%. Avec 47% du chiffre d'affaires du Groupe, l'Infogérance est restée stable grâce à la contribution de nouveaux contrats importants tels que McGraw-Hill en Amérique du Nord, Nuclear Decommissioning Authority et EDF Energy au Royaume-Uni ou encore PostNord au Benelux & Pays Nordiques. Cela a été compensé par un effet de base de comparaison avec Siemens, de la faillite de Neckermann en Allemagne, ainsi que d'une activité plus faible en France. Représentant 26% du total pour le Groupe au premier semestre, l'Intégration de Systèmes a baissé de -0,8%, à taux de change et périmètre constants. La croissance du chiffre d'affaires en Allemagne issue du contrat avec NSN et au Royaume-Uni grâce à un projet spécifique dans le secteur des médias est neutralisée par une baisse en France. Enfin, Conseil & Services Technologiques a représenté 7% du chiffre d'affaires du Groupe et en baisse de -8,5%, impacté par des volumes en baisse, en particulier en France et aux Pays-Bas.

Par entité opérationnelle, la performance du chiffre d'affaires est notamment attribuable à l'Amérique du Nord (+14,6%) et le Royaume-Uni (+6,0%), grâce à la contribution des nouveaux contrats mais également à la progression continue d'Atos Worldline (+3,9%) qui s'est accélérée à +5,1% au second trimestre par rapport à +2,6% au premier trimestre. L'Allemagne est restée stable au premier semestre 2012, si l'on exclut l'effet de base issu du contrat de transition avec Siemens facturé au premier semestre 2012. Benelux et Pays Nordiques a limité sa baisse à -3,1% tandis que la Zone Ibérique souffre toujours de l'environnement économique actuel. En France, après un premier trimestre particulièrement difficile, également impacté par moins de jours ouvrés, l'activité ne s'est pas redressée, avec des volumes qui sont restés en baisse d'une année sur l'autre.

Le Groupe s'est focalisé sur la hausse de la marge opérationnelle, qui s'est essentiellement matérialisée en Infogérance (+95 points de base) et en Intégrations de Systèmes (+160 points de base). Au total, la marge opérationnelle a été en hausse de +15% comparé à la même période l'an dernier. L'amélioration est venue de la France de Benelux & Pays Nordiques, du Royaume-Uni, et de l'Amérique du Nord.

En 2012, les prises de commande du Groupe ont totalisé 4 557 millions d'euros, représentant un ratio prises de commande sur facturations de 106%. Les prises de commande à fin juin 2013 comprenaient le renouvellement de contrats majeurs avec NS&I au Royaume-Uni, en Allemagne avec E-Plus et aussi avec une grande banque allemande. Les autres signatures de grands contrats comportaient: Veolia et EDF Transport en France, ACT en Amérique du Nord, les jeux d'arts martiaux asiatiques à Achkhabad et enfin une multinationale de gestion documentaire au Royaume-Uni.

En excluant la partie Siemens pour laquelle l'Infogérance et la gestion des applications du contrat informatique sur sept ans avait été enregistrée en juillet 2011, le ratio de prises de commande sur facturations a atteint 111%, au premier semestre 2013.

Le montant total du carnet de commandes s'est élevé à 15 548 millions d'euros, soit 1,8 année de chiffre d'affaires, en augmentation de +258 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012, à taux de change et périmètre constants. La hausse est venue essentiellement de HTTS & SB grâce au renouvellement en BPO de NS&I (Services Financiers) et avec le Ministère de la Justice (PHT), tous deux au Royaume-Uni.

Le montant total pondéré des propositions commerciales au 30 juin 2013 s'élevait à 5,0 milliards d'euros, par rapport au 5,3 milliards d'euros à fin 2012 qui comprenait le contrat majeur avec NS&I renouvelé en mai 2013.

La filialisation d'Atos paiements et transactions commerçants a été finalisée à la fin du premier semestre. **Worldline** est opérationnel depuis le 1^{er} Juillet 2013, rassemblant en une entité les paiements et activités transactionnelles d'Atos. En 2012, le chiffre d'affaires pro forma s'est élevé à 1 068 millions d'euros. Worldline opère dans 17 pays principalement en Europe, avec des implantations en Asie et en Amérique Latine. Worldline emploie 7 100 personnes. Au premier semestre 2013, le chiffre d'affaires s'est établi à 548 millions d'euros, en hausse de +5,4%. La marge opérationnelle a été de 80,0 millions d'euros, représentant 14,6% du chiffre d'affaires en hausse de +40 points de base. Le flux de trésorerie disponible s'est élevé à 62 millions d'euros, comparé à 50 millions d'euros pour le premier semestre 2012.

L'effectif total du Groupe était de 77 105 à fin juin 2013, en augmentation de 688 personnes. Ce chiffre intègre la diminution des effectifs indirects, qui a baissé de -6%. Les effectifs directs représentaient 92,1% du total, comparé à 91,5% fin décembre 2012.

C.1.2 Impact des taux de change et des changements de périmètre

En millions d'euros	S1 2013	S1 2012	% variation
Chiffre d'affaires	4 290	4 366	-1,7%
Impact des changements de périmètre		-5	
Impact de change		-45	
Chiffre d'affaires à taux de change et périmètre constants	4 290	4 316	-0,6%
Marge opérationnelle	279,0	248,8	+12,2%
Impact des changements de périmètre		-2,2	
Impact de change		-2,9	
Marge opérationnelle à taux de change et périmètre constants	279,0	243,6	+14,5%

C.1.2.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 4 290 millions d'euros au premier semestre 2013, ce qui représente une évolution organique de -0,6%, par rapport à 4 316 millions d'euros à taux de change et périmètre constants au premier semestre 2012.

Le tableau suivant présente l'impact sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2012 des taux de change, des transferts internes et celui des acquisitions et cessions de l'exercice conformément à la nouvelle organisation du Groupe :

	S1 2012 Publié	Transferts internes	Périmètre	Taux de changes	S1 2012 précédente organisation	Atos Worldgrid	Atos Worldline FM	N&SWE	S1 2012 nouvelle organisation
Allemagne	840			0	840	11			850
Royaume-Uni & Irlande	812			-26	786				786
France	500		0	0	499	44	25		568
Benelux (& Pays Nordiques)	493			0	493			73	566
Atos Worldline	457		-8	-1	448		-25		423
Europe centrale & de l'Est	269			-1	269	25		125	418
Amerique du Nord	275			-3	272				272
Europe du Nord & du Sud et de l'Ouest	202		-3	-1	198			-198	0
Zone Ibérique	165		6	0	171	10			181
Autres Entités Opérationnelles	353		1	-14	340	-90			251
Total du Groupe	4 366	0	-5	-45	4 316	0	0	0	4 316
Infogérance	2 026	-9	0	-19	1 997				1 997
Intégration de Systèmes	1 067	-33	4	-10	1 028	90	25		1 142
HTTS & Activités Spécialisées	967	3	-8	-13	948	-90	-25		833
Conseil & Services Technologiques	307	39	0	-2	343				343
Total du Groupe	4 366	0	-5	-45	4 316	0	0	0	4 316

Les transferts internes ont essentiellement concerné l'Intégration de Systèmes et l'Infogérance en France et au Benelux vers Conseil & Services Technologiques à hauteur de 39 millions d'euros.

Au niveau du Groupe, l'effet de change s'élevait à -45 millions d'euros au premier semestre, provenant notamment des variations de la livre anglaise (-3,2%), du peso argentin (-15,2%) et du real brésilien (-9,5%) face à l'euro.

Les effets de périmètre ont porté sur -5 millions d'euros de chiffre d'affaires, conséquence des acquisitions de Daesa en septembre 2012, MSL en mai 2012, Quality Equipment en juin 2012 et des cessions de SYNSiS en juin 2012 et d'Atos Formation en février 2013.

L'adaptation de l'organisation réalisée au premier semestre de 2013 se reflète sur la partie droite du tableau ci-dessus.

C.1.2.2 Marge opérationnelle

Au premier semestre 2013, la marge opérationnelle s'est élevée à 279,0 millions d'euros, soit +6,5% du chiffre d'affaires, en hausse de +86 points de base, à comparer à 5,6% au premier semestre 2012, à taux de change et périmètres constants.

Le tableau suivant présente l'impact sur la marge opérationnelle du premier semestre 2012, des taux de change, des transferts internes et de l'impact des acquisitions et cessions de l'exercice :

	S1 2012 Publié	Transferts internes	Périmètre	Taux de changes	S1 2012 précédente organisation	Atos Worldgrid	Atos Worldline FM	N&SWE	S1 2012 nouvelle organisation	
Allemagne	65,6			0,0	65,6	7,8%	2,4		68,0	8,0%
Royaume-Uni & Irlande	55,7			-1,8	53,9	6,9%			53,9	6,9%
France	0,5		-0,2	0,0	0,3	0,1%	-6,3	1,8	-4,1	-0,7%
Benelux (& Pays Nordiques)	33,6			0,0	33,6	6,8%		4,1	37,6	6,6%
Atos Worldline	78,6		-0,6	0,1	78,1	17,4%		-1,8	76,3	18,0%
Europe centrale & de l'Est	26,8			-0,1	26,8	10,0%	2,3		38,2	9,1%
Amerique du Nord	23,3			-0,3	23,0	8,5%		9,1	23,0	8,5%
Europe du Nord & du Sud et de l'Ouest	13,2		0,0	-0,1	13,1	6,6%		-13,1	0,0	90,5%
Zone Ibérique	2,5		0,3	0,0	2,8	1,7%	0,7		3,6	2,0%
Autres Entités Opérationnelles	18,1		-2,3	-0,8	14,9	4,4%	1,8		16,8	6,7%
Coûts des structures globales*	-69,1		0,6		-68,5	-1,6%	-1,0		-69,5	-1,6%
Total du Groupe	248,8	0,0	-2,2	-2,9	243,6	5,6%	0,0	0,0	243,6	5,6%

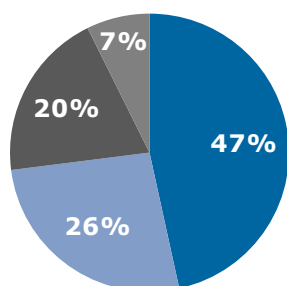
* Les coûts des structures globales incluent les coûts des centres de production mondiaux non alloués aux entités opérationnelles et les coûts de structure globale

Infogérance	146,2	-1,8	0,0	-0,9	143,5	7,2%			143,5	7,2%
Intégration de Systèmes	41,2	-1,5	-2,0	-0,7	37,0	3,6%	-1,6	1,8	37,2	3,3%
HTTS & Activités Spécialisées	105,8	0,4	0,0	-1,1	105,1	11,1%	1,6	-1,8	104,9	12,6%
Conseil & Services Technologiques	11,6	2,9	-0,2	-0,1	14,2	4,1%			14,2	4,1%
Coûts des structures*	-56,1				-56,1	-1,3%			-56,1	-1,3%
Total du Groupe	248,8	0,0	-2,2	-2,9	243,6	5,6%	0,0	0,0	243,6	5,6%

* Les coûts de structures excluent les coûts des centres de production mondiaux alloués aux Lignes de Service

C.1.3 Evolution du profil de chiffre d'affaires

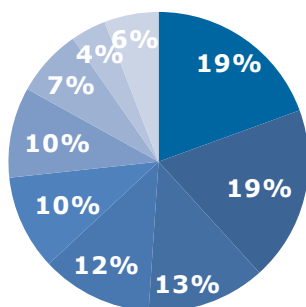
Lors du premier semestre 2013, 76% du chiffre d'affaires a été produit par des contrats pluriannuels en Infogérance (47% du chiffre d'affaires total), par les contrats en Gestion d'Applications et Atos Worldgrid (respectivement 7% et 2% en incluant Intégration de Systèmes) et Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées (20% du chiffre d'affaires total).



En millions d'euros	S1 2013	S1 2012*
■ Infogérance	1 998	1 997
■ Intégration de Systèmes	1 133	1 142
■ HTTS & Activités Spécialisées	844	833
■ Conseil & Services Technologiques	314	343
Total Groupe	4 290	4 316

* Périmètre et taux de change constants

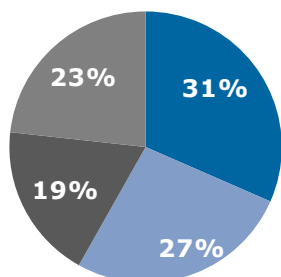
L'Europe demeure la base opérationnelle principale des activités du Groupe, générant 87% du chiffre d'affaires total comparé à 89% du chiffre d'affaires total au premier semestre 2013 à taux de change et périmètre constants. La hausse modérée du poids des activités hors-Europe est le résultat de taux de croissance plus élevés obtenus dans ces entités opérationnelles.



En millions d'euros	S1 2013	S1 2012*
■ Royaume Uni & Irlande	833	786
■ Allemagne	809	850
■ Benelux & Pays Nordiques	548	566
■ France	514	568
■ Atos Worldline	440	423
■ Europe Centrale & de l'Est	420	418
■ Amérique du Nord	312	272
■ Zone Ibérique	164	181
■ Autres Entités Opérationnelles	251	251
Total Groupe	4 290	4 316

* Périmètre et taux de change constants

Atos fournit des solutions et des services informatiques à de nombreux secteurs de l'industrie. Le Groupe offre des services informatiques à haute valeur ajoutée sur 4 marchés principaux que sont : Industrie, Distribution & Services; Public, Santé & Transports; Services Financiers; Télécoms, Média & Services aux collectivités. La hausse du marché des Télécoms, Media & Services aux collectivités est principalement issue de la contribution du contrat McGraw-Hill en Amérique du Nord et de nouveaux contrats dans le secteur de l'Énergie, tandis que la part du marché Industrie, Distribution & Services a diminué en raison du poids au premier semestre 2012 du projet avec Siemens pour séparer et transformer les plateformes entre Siemens et l'ancien périmètre de SIS.



En millions d'euros	S1 2013	S1 2012*
■ Industrie, Distribution & Services	1 354	1 442
■ Public, Santé & Transports	1 140	1 143
■ Services Financiers	798	824
■ Télécoms, Médias & Services aux collectivités	998	907
Total Groupe	4 290	4 316

* Périmètre et taux de change constants

C.1.4 Performance par Ligne de Services

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2013	S1 2012*	variation %	S1 2013	S1 2012*	S1 2013	S1 2012*
Infogérance	1 998	1 997	+0,0%	162,5	143,5	8,1%	7,2%
Intégration de Systèmes	1 133	1 142	-0,8%	55,0	37,2	4,9%	3,3%
HTTS & Activités Spécialisées	844	833	+1,4%	99,4	104,9	11,8%	12,6%
dont HTTS	592	561	+5,6%	93,8	87,8	15,8%	15,7%
Conseil & Services Technologiques	314	343	-8,5%	13,9	14,2	4,4%	4,1%
Coûts centraux**				-51,8	-56,1	-1,2%	-1,3%
Total Groupe	4 290	4 316	-0,6%	279,0	243,6	6,5%	5,6%

* Périmètre et taux de change constants

** Coûts centraux excluant les coûts mondiaux de production alloués aux Lignes de Services

C.1.4.1 Infogérance

En millions d'euros	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	1 998	1 997	+0,0%
Marge opérationnelle	162,5	143,5	
Taux de marge opérationnelle	8,1%	7,2%	+95bp

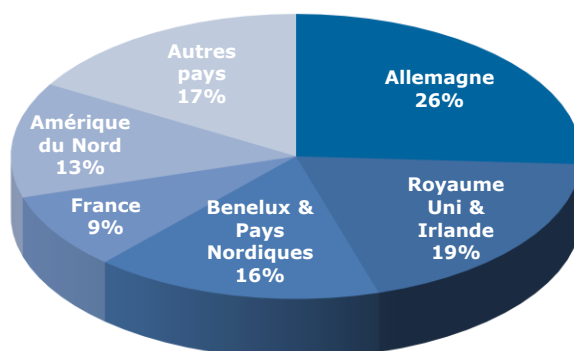
*à périmètre et taux de change constants

Représentant 47% du chiffre d'affaires du groupe, l'**Infogérance** a généré **1 998 millions d'euros**, **stable** par rapport à l'an dernier.

Le Royaume-Uni et l'Irlande a été en croissance de +8,7% à 389 millions d'euros grâce à la contribution de nouveaux contrats tels que EDF Energy, NDA et Insolvency Services. L'Amérique du Nord a crû de +19,1%, bénéficiant pleinement de la montée en puissance du contrat McGraw-Hill. L'Asie Pacifique a crû de +20% à 74 millions d'euros du fait de volumes d'affaires additionnels avec une grande banque à Hong Kong ainsi que de nouveaux clients tels que Dah Sing Bank.

L'Allemagne a été en diminution compte tenu de à l'effet de base lié au projet de transition avec Siemens (-35 millions d'euros), finalisé en juin 2012, la faillite de Neckermann (-10 millions d'euros). La France (-7,8%) n'a pas réalisé le niveau de nouvelles activités escomptées et ainsi n'est pas parvenu à compenser des fins de contrats en Services Financiers et des réductions de volume en Industrie. Au Moyen-Orient, un projet exceptionnel au Qatar pour 7 millions d'euros au premier trimestre 2012 n'a pas été réitéré cette année.

Répartition du chiffre d'affaires d'Infogérance par zone géographique



La **marge opérationnelle** a progressé de +19,0 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2012 pour s'établir à **162,5 millions d'euros**, soit **+8,1 % du chiffre d'affaires**, en hausse de plus de +95 points de base par rapport à l'an dernier. Cette amélioration a été réalisée grâce à de l'industrialisation de l'activité au travers de centres de production mondiaux et de l'exécution du programme de transformation dans les zones géographiques telles que Benelux & Pays Nordiques, Royaume-Uni & Irlande, et les Autres Entités Opérationnelles. Cela a été le résultat des synergies sur les fonctions supports, l'application des techniques du Lean management et l'offshoring. En plus des actions sur les coûts, le Benelux et le Royaume-Uni ont amélioré significativement leurs performances.

C.1.4.2 Intégration de Systèmes

En millions d'euros	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	1 133	1 142	-0,8%
Marge opérationnelle	55,0	37,2	
Taux de marge opérationnelle	4,9%	3,3%	+160bp

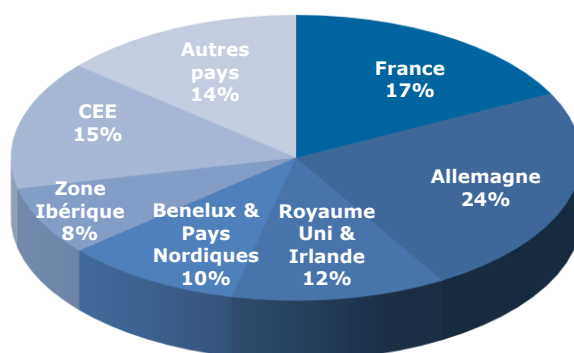
*à périmètre et taux de change constants

Représentant 26% du chiffre d'affaires du groupe, le chiffre d'affaires Intégration de Systèmes a été de **1 133 millions d'euros**, en baisse de **-0,8%**, d'une année sur l'autre. Les ventes ont augmenté grâce à de NSN en Allemagne, à la préparation des jeux d'arts martiaux asiatiques à Achkhabad, et au contrat avec une grande entreprise des médias, au Royaume-Uni. L'impact a été réduit par la faible demande persistante en Europe continentale, notamment dans le Secteur Public et les Services Financiers, auquel s'est ajoutée une base de comparaison défavorable en raison des Jeux Olympiques de Londres en 2012.

La Gestion des Applications a représenté 28% du total du chiffre d'affaires d'Intégration de Systèmes au premier semestre 2013 et les projets les 72% restants.

Le taux d'utilisation a été de 81% au premier semestre 2013.

Répartition du chiffre d'affaires d'Intégration de Systèmes par zone géographique



La **marge opérationnelle** a progressé de +17,8 millions d'euros à **55,0 millions d'euros**, ce qui représente **+4,9% du chiffre d'affaires**, en forte augmentation de +160 points de base par rapport à l'exercice précédent. L'amélioration de la marge a été réalisée en France grâce à l'accroissement de l'efficacité opérationnelle et la baisse des coûts, conjuguées à la reprise des activités d'Atos Worldgrid après les pertes subies l'an dernier sur trois projets spécifiques. L'augmentation des volumes produits en offshore (NSN, McGraw-Hill, E-Plus) avec la baisse de la Roupie Indienne face à l'Euro ont contribué positivement à la marge opérationnelle, qui a également progressé au Royaume-Uni et en Irlande, conséquence d'un ajustement de la base des coûts et de revenus plus élevés. Cela a été partiellement compensé par la décélération du contrat AMS en Autriche (contrat arrêté par le client avant la finalisation de l'acquisition SIS).

C.1.4.3 Services Transactionnels de Haute Technologie (HTTS) & Activités Spécialisées

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	844	833	+1,4%
<i>dont HTTS</i>	592	561	+5,6%
Marge opérationnelle	99,4	104,9	
<i>dont HTTS</i>	93,8	87,8	
Taux de marge opérationnelle	11,8%	12,6%	-82bp
<i>dont HTTS</i>	15,8%	15,7%	+19bp

*à périmètre et taux de change constants

Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées (HTTS & SB) a représenté **20% du chiffre d'affaires** total du Groupe, à **844 millions d'euros**, en hausse de **+1.4 %** d'une année sur l'autre.

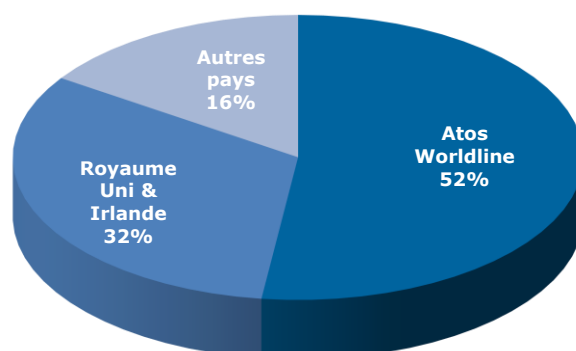
La croissance est venue d'**HTTS** en hausse de +5,6 %, soit +31 millions d'euros, à 592 millions d'euros. Le principal contributeur a été **l'activité eCS** à hauteur de 266 millions d'euros avec une croissance organique de +10,2%. Au sein d'eCS, les activités liées au web Transactionnel ont été les moteurs clés de la croissance, avec le contrat du passeport biométrique en France, et du foisonnement dans le e-Commerce. Les services de Smart Ticketing et la gestion e-Traffic ont crû, principalement au Royaume-Uni avec le nouveau contrat « Transport for Greater Manchester ».

L'activité de paiement a atteint 325 millions d'euros, en hausse de +2,1% grâce à la gestion porteur en France, à une performance soutenue dans le porte-monnaie électronique, les portails internationaux au Royaume-Uni, et en Belgique avec un fort niveau de chiffre d'affaires de projets et des volumes de transactions croissants sur les cartes bancaires.

Le **Business Process Outsourcing (BPO)**, à 182 millions d'euros, est en décroissance de -3,3 %, soit -6 millions d'euros, comparé à l'année dernière à périmètre constant. Le BPO Médical, à 87 millions d'euros, a baissé de -10 millions d'euros en raison de moindres volumes traités. L'activité BPO Financier a progressé de +5 millions d'euros, à 94 millions d'euros, grâce à la première étape du plan de paiement NS&I (ISPP1) achevée au premier trimestre de cette année.

Activités Spécialisées, à 71 millions d'euros, a décliné de -16,0% compte tenu en particulier de la décélération du contrat national suisse avec Polycom en Suisse.

Répartition du chiffre d'affaires d'HTTS par zone géographique



La **marge opérationnelle** a atteint **99,4 millions d'euros**, représentant **11,8%** du chiffre d'affaires, en baisse de -5,5 millions d'euros, soit -80 points de base. La rentabilité plus élevée dans HTTS (+6,0 millions d'euros) a été effacée par le BPO Médical (-9,9 millions d'euros) et les **Activités Spécialisées** (-1,6 millions d'euros).

La marge opérationnelle de **HTTS**, à 93,8 millions d'euros, soit 15,8% du chiffre d'affaires, s'est accrue de +6,0 millions d'euros, soit +22 points de base par rapport à l'an dernier, essentiellement attribuables à l'optimisation des coûts sur les services de transport et sur les contrats gouvernementaux au Royaume-Uni, ainsi qu'à la croissance du chiffre d'affaires en Belgique.

Dans les autres **Activités Spécialisées**, la marge opérationnelle s'est établie à 6,7 millions d'euros, soit 9,4% du chiffre d'affaires en baisse de -1,6 millions d'euros, conséquence d'une diminution de l'activité.

La marge opérationnelle en **BPO** est en baisse de -9,9 millions d'euros par rapport à l'an dernier, conduisant à une perte de -1,1 million d'euros, en raison majoritairement des coûts de mise en place sur le contrat DWP PIP dont les revenus ne débiteront qu'au cours du second semestre de cette année. Ceci s'est ajouté à une faible marge sur le contrat d'évaluation pour le DWP Médical.

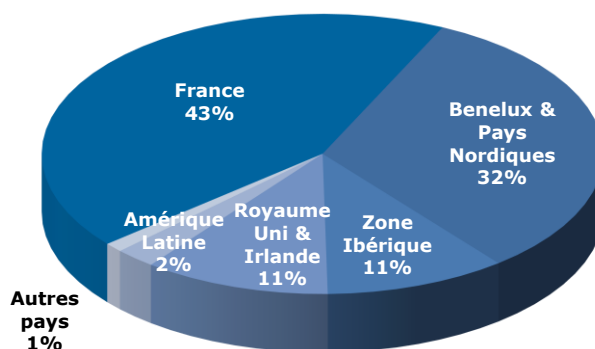
C.1.4.4 Conseil & Services Technologiques

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	314	343	-8,5%
Marge opérationnelle	13,9	14,2	
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	<i>4,4%</i>	<i>4,1%</i>	<i>+29bp</i>

*à périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** en **Conseil & Services Technologiques** s'est élevé à **314 millions d'euros**, en baisse de **-8,5%** par rapport au premier semestre 2012. Cette baisse provient de l'impact du nombre de jours ouvrés (-1,5%, affectant en particulier la France et Benelux) et la contraction de l'activité (-7,0%) sur tous les Marchés, et plus particulièrement dans les Services Financiers et Télécoms, Médias & Services aux Collectivités.

Répartition du chiffre d'affaires de Conseil & Services Technologiques par zone géographique



La **marge opérationnelle** est restée quasi stable à -0,3 millions d'euros soit **13,9 millions d'euros**, en amélioration relative de +30 points de base, à 4,4% du chiffre d'affaires grâce à la mise en place d'un plan d'amélioration pour la gestion des ressources et d'une optimisation des coûts pour permettre de renforcer la rentabilité malgré la baisse d'activité.

C.1.5 Performance par entité opérationnelle

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2013	S1 2012*	variation %	S1 2013	S1 2012*	S1 2013	S1 2012*
Royaume Uni & Irlande	833	786	+6,0%	64,4	53,9	7,7%	6,9%
Allemagne	809	850	-4,9%	52,7	68,0	6,5%	8,0%
Benelux & Pays Nordiques	548	566	-3,1%	49,5	37,6	9,0%	6,6%
France	514	568	-9,5%	8,0	-4,1	1,6%	-0,7%
Atos Worldline	440	423	+3,9%	76,2	76,3	17,3%	18,0%
Europe Centrale & de l'Est	420	418	+0,3%	31,6	38,2	7,5%	9,1%
Amérique du Nord	312	272	+14,6%	24,5	23,0	7,9%	8,5%
Zone Ibérique	164	181	-9,7%	3,5	3,6	2,1%	2,0%
Autres Entités Operationnelles	251	251	+0,0%	22,6	16,8	9,0%	6,7%
Structures globales**				-54,2	-69,5	-1,3%	-1,6%
Total Groupe	4 290	4 316	-0,6%	279,0	243,6	6,5%	5,6%

* Périmètre et taux de change constants

** Structures globales comprend les coûts mondiaux de production non alloués aux entités opérationnelles du Groupe ainsi que les Coûts centraux

Au cours du premier semestre 2013, le **chiffre d'affaires** a crû en Amérique du Nord (+14,6%) et au Royaume-Uni (+6,0%) grâce aux contributions de nouveaux contrats significatifs et également à la hausse continue d'Atos Worldline (+3,9%) qui s'est accélérée au deuxième trimestre à +5,1% par rapport à +2,6% au premier trimestre. L'Allemagne est restée quasi stable hors effet de base du contrat de transition Siemens. Benelux & Pays Nordiques a limité sa baisse à -3,1% tandis que la Zone Ibérique a continué de subir l'environnement économique actuel. L'activité en France, après un premier trimestre particulièrement difficile, également impactée par moins de jours ouvrables, ne s'est pas améliorée et les volumes ont connu une baisse d'une année sur l'autre.

La **marge opérationnelle** a été en hausse de +15% par rapport à la même période l'an dernier. L'amélioration est venue essentiellement de la France, de Benelux & Pays Nordiques, du Royaume-Uni, et dans une moindre mesure, de l'Amérique du Nord.

C.1.5.1 Royaume-Uni & Irlande

En millions d'euros	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	833	786	+6,0%
Marge opérationnelle	64,4	53,9	
Taux de marge opérationnelle	7,7%	6,9%	+87bp

*à périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** a été de **833 millions d'euros**, soit **+6,0%** par rapport à l'an dernier.

En **Infogérance**, le chiffre d'affaires a atteint 389 millions d'euros, en hausse de +8,7%. Cette augmentation provient notamment des nouveaux contrats avec EDF Energy, NDA et Insolvency Services, mais a été partiellement effacée par l'effet de base des Jeux Olympiques 2012 à Londres.

En **Intégration de Systèmes**, le chiffre d'affaires s'est établi à 138 millions d'euros, en hausse de +8,2%, grâce à la finalisation d'un important projet avec une grande société des médias et celui de mise à jour de SAP avec Siemens.

Le chiffre d'affaires **d'HTTS** s'est élevé à 91 millions d'euros, soit +7,4%, en particulier grâce au nouveau contrat de Billetterie électronique pour le projet du Greater Manchester.

Le **BPO** est en baisse de -3,3% à 182 millions d'euros, principalement en raison de moindres volumes pour le paiement DWP Médical, compensés par des volumes supplémentaires de chiffre d'affaires liés au projet NS&I (première étape).

Le chiffre d'affaires en **Conseil** s'est élevé à 34 millions d'euros, en hausse de +6 millions d'euros, soit +21,7%. Cet accroissement est le résultat de nouveaux contrats avec DCNS, du projet IFA et de l'amélioration dans le secteur de la santé.

La **marge opérationnelle** s'est élevée à 64,4 millions d'euros, ce qui représente 7,7% du chiffre d'affaires, par rapport à 6,9% l'an dernier.

En **Infogérance**, la marge opérationnelle s'est améliorée +7,1 millions d'euros par rapport au premier semestre 2012 en raison des contributions des nouveaux contrats EDF et Nuclear Decommissioning Authority, des coûts de réseau moindres, et également aux réductions des engagements de retraites.

En **Intégration de Systèmes**, la marge opérationnelle a augmenté de +7,3 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'activité pour un projet avec une grande société des médias, à l'optimisation de la base de coûts, et à des coûts indirects en réduction.

La marge opérationnelle **d'HTTS** a été en hausse de +4,7 millions d'euros d'une année sur l'autre, notamment en raison de la croissance du chiffre d'affaires ainsi que de l'optimisation des coûts de transport et de solutions de billetterie électronique.

En **BPO**, la marge opérationnelle a été négative à -1,1 millions d'euros, soit -9,9 millions d'euros inférieur à 2012, en raison de coûts de mise en place lié au projet PIP DWP (-8,0 millions d'euros) dont le chiffre d'affaires ne commencera qu'au cours du second semestre de cette année. Ceci s'est ajouté à une faible marge sur le contrat DWP Médical où les volumes n'ont pas augmenté au cours du premier semestre 2013.

Pour le **Conseil** la marge opérationnelle s'est élevée à +1,2 millions d'euros d'une année sur l'autre, en cohérence avec la croissance du chiffre d'affaires.

C.1.5.2 Allemagne

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	809	850	-4,9%
Marge opérationnelle	52,7	68,0	
Taux de marge opérationnelle	6,5%	8,0%	-147bp

*à périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** a atteint **809 millions d'euros**, en baisse de **-4.9 %** par rapport à l'an dernier.

En **Infogérance**, le chiffre d'affaires, à 517 millions d'euros, a connu une baisse de -9,8 % impacté par la fin des projets de transition et de transformation avec Siemens et la faillite de Neckermann.

En **Intégration de Systèmes**, le chiffre d'affaires a augmenté de +4,9% à 271 millions d'euros, grâce d'une part à la montée en puissance du contrat de Gestion d'Applications avec NSN qui a débuté au cours du premier semestre, et d'autre part avec les projets réalisés pour ThyssenKrupp.

La **marge opérationnelle** a été à **52,7 millions** d'euros représentant 6,5% du chiffre d'affaires.

La **marge opérationnelle** en **Intégration de Systèmes** a diminué de -2,1 millions d'euros. L'impact principal a été la phase de transition sur le contrat NSN où la productivité est restée affectée par la reprise des effectifs du client.

En **Infogérance**, la marge opérationnelle a décliné de -12,4 millions d'euros comparé à l'an dernier, dont une part importante est attribuable tant à l'effet de base de la fin de contrat du projet de transition Siemens en juin 2012 qu'à la perte de chiffre d'affaires chez Neckermann suite à sa faillite dans la seconde moitié de 2012.

C.1.5.3 Benelux & Pays Nordiques

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	548	566	-3,1%
Marge opérationnelle	49,5	37,6	
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	<i>9,0%</i>	<i>6,6%</i>	<i>+239bp</i>

*à périmètre et taux de change constants

Cette entité a enregistré une faible demande dans les activités cycliques. Le **chiffre d'affaires** a atteint **548 millions d'euros**, en baisse de -3,1%.

L'infogérance a augmenté de +1,4% au premier semestre 2013. La performance a été contrastée avec d'un côté l'activité dans les Pays Nordiques en augmentation avec la montée en charge de PostNord au Danemark, tandis Benelux a connu une activité réduite en volumes pour plusieurs grands comptes.

En **Intégration de Systèmes**, le chiffre d'affaires est en baisse de -9,2% avec de moindres volumes dans le Secteur Public aux Pays-Bas et dans les Services Financiers.

Le chiffre d'affaires de **Conseil & Services Technologiques** a diminué de -12,3% dont **Services Technologiques** à -10,1%. Les conditions de marché ont été difficiles en Services Financiers malgré une légère amélioration dans le secteur de l'énergie.

Le taux de **marge opérationnelle** a atteint **+9,0%**, résultant de plans d'action solides pour réduire la base de coûts y compris la renégociation des régimes de retraite avec les instances locales qui permettant de réduire la charge IAS 19 par rapport à l'an dernier.

La marge opérationnelle de **L'infogérance** s'est élevée à +12,2 millions d'euros comparé à l'an dernier. Avec un effet de chiffre d'affaires légèrement en croissance, la marge sur les contrats a progressé suite à des mesures d'optimisation sur les contrats gouvernementaux, des gains de productivité dans le centre de production et du foisonnement sur les ventes. En outre, une réduction de -3,1 millions d'euros des charges de retraites a résulté de la renégociation des retraites aux Pays-Bas.

En **Intégration de Systèmes**, la marge opérationnelle est restée quasi stable. Les gains de productivité, la réduction des coûts indirects, et des actions visant à optimiser la gestion des effectifs ont pratiquement compensé l'impact sur la marge provenant d'un manque de chiffre d'affaires.

Malgré la baisse du chiffre d'affaires, la marge de **Conseil & Services Technologiques** est restée stable, en raison d'une légère augmentation du taux journalier moyen, d'optimisations de coûts supplémentaires et de l'effet de la modification du régime de retraite.

C.1.5.4 France

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	514	568	-9,5%
Marge opérationnelle	8,0	-4,1	
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	<i>1,6%</i>	<i>-0,7%</i>	<i>+229bp</i>

*à périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** en France s'est établi à **514 millions d'euros**, en décroissance organique de -9,5%, soit -54 millions d'euros par rapport à l'an dernier.

L'infogérance a baissé de -7,8% par rapport au premier semestre 2012. La croissance du marché des Technologies, Médias et Télécoms, à +2,3%, avec de nouveaux contrats signés fin 2012 (TDF et Gemalto) n'a pas compensé la baisse des autres marchés, avec des fins de contrats et la réduction de volumes avec plusieurs clients.

La baisse du chiffre d'affaires en **Intégration de Systèmes** à -9,9% est la conséquence d'une réduction des volumes dans le secteur Public (Ministères des Finances et de l'Agriculture) et de la fin de certains projets dans les Services Financiers. La diminution du nombre de jours ouvrés par rapport à l'an dernier a également contribué à cette réduction du chiffre d'affaires.

L'activité de **Conseil & Services Technologiques** a baissé de -8.5% principalement affectée par le manque d'activité dans les secteurs bancaire et public et un niveau de jours ouvrables inférieur par rapport à l'année dernière.

La **marge opérationnelle** s'est légèrement améliorée à **8,0 millions d'euros**, soit 1,6% du chiffre d'affaires, en hausse de +12,2 millions d'euros par rapport à l'année dernière.

Cette amélioration a été principalement le fait de **L'Intégration de Systèmes**, avec une hausse très importante de 16 millions d'euros, en raison du nombre de niveaux intermédiaires de management et la réduction des coûts indirects. Atos Worldgrid a vu sa marge se rétablir après les difficultés du premier semestre 2012 sur les contrats EDF et GDF (+10,1 millions d'euros).

L'Infogérance a essentiellement subi l'effet en chiffre d'affaires sur les contrats terminés en 2012, soit -1,7 millions d'euros en marge d'une année sur l'autre. Cet effet n'a pas pu être totalement compensé par les actions fortes sur les coûts indirects et l'industrialisation continue de l'activité.

La baisse de la marge opérationnelle enregistrée par le **Conseil & Services Technologiques** a été limitée à -2,1 millions compte tenu des efforts importants engagés pour adapter la base de coûts au niveau de son chiffre d'affaires.

C.1.5.5 Atos Worldline

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	440	423	+3,9%
Marge opérationnelle	76,2	76,3	
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	<i>17,3%</i>	<i>18,0%</i>	<i>-68bp</i>

**à périmètre et taux de change constants*

Atos Worldline a enregistré un **chiffre d'affaires** de **440 millions d'euros**, en hausse de +16 millions d'euros soit +3,9% par rapport à l'an dernier, essentiellement du fait de nouveaux projets.

Les activités **Paiement** ont augmenté de +2,0%, grâce au traitement émission/porteur provenant de trois géographies: la France grâce au portefeuille électronique (eWallet), la Belgique avec divers projets de développement et APAC avec la vente de licences.

eCS a augmenté de +9,0% par rapport à l'an dernier, grâce aux activités transactionnelles et aux solutions de Smart Mobility.

Les activités transactionnelles ont bénéficié de la croissance du e-commerce et de volumes sur le passeport biométrique. La croissance des solutions de Smart Mobility a été dynamisée par de nouveaux contrats tels que les véhicules connectés (Renault, Michelin), Mc Donald's ou Orange.

La **marge opérationnelle** s'est établie à 76,2 millions d'euros (17,3%), inchangée par rapport à l'an dernier. La croissance du chiffre d'affaires est venue principalement de nouveaux projets de développement, mais générant un taux de marge inférieur à celui des activités récurrentes. La marge supplémentaire a été impactée par des effets prix sur les contrats d'émission au moment de leur renouvellement.

C.1.5.6 Europe Centrale & de l'Est

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	420	418	+0,3%
Marge opérationnelle	31,6	38,2	
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	<i>7,5%</i>	<i>9,1%</i>	<i>-159bp</i>

*à périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** en Europe Centrale & de l'Est a augmenté de **+0,3%** à **420 millions d'euros** par rapport à l'année dernière. L'Entité Opérationnelle a légèrement bénéficié d'un nouveau projet depuis la Turquie (pour la préparation des Jeux d'arts martiaux Asiatiques à Achkhabad) et d'une forte activité dans le secteur public en Slovaquie. En revanche, l'Autriche a été impactée par le contrat AMS qui a pris fin au cours du second semestre 2012. Le chiffre d'affaire de la Suisse était inférieur à celui de l'année dernière compte tenu d'un effet de base de comparaison défavorable pour l'activité de collecte des péages. L'Italie a enregistré un recul limité de -3 millions d'euros compte tenu de l'environnement économique actuel, grâce à la contribution croissante de l'entité e-Utile.

La **marge opérationnelle** était de **31,6 millions d'euros** soit **7,5%**. Cela représente une diminution de -6,5 millions d'euros par rapport à l'année dernière. L'activité croissante avec le projet d'Achkhabad et le contrat Sécurité Civile & Nationale en Suisse a généré une marge supplémentaire pour la marge par rapport à l'an dernier. A l'inverse, l'Autriche a vu sa marge décroître, en raison du contrat AMS et d'un manque de volumes en Intégration de Systèmes, qui a entraîné des coûts directs qui n'ont pas été absorbés. Enfin, la rentabilité s'est réduite en Pologne dans le secteur Télécoms.

C.1.5.7 Amérique du Nord

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	312	272	+14,6%
Marge opérationnelle	24,5	23,0	
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	<i>7,9%</i>	<i>8,5%</i>	<i>-59bp</i>

*à périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** en Amérique du Nord était **312 millions d'euros**, en hausse de **+14,6%** par rapport à l'an dernier.

En **Infogérance**, le chiffre d'affaires a progressé, grâce à la contribution du contrat McGraw-Hill. Plusieurs autres nouveaux contrats pris en charge ont également soutenu la croissance, en particulier Pfizer et la ville de San Diego. Cela a été réduit par l'effet de comparaison avec Siemens, et certains contrats finalisés.

En **Intégration de Systèmes**, l'Amérique du Nord avait finalisé le contrat AIG en 2012, ce qui se traduit par une baisse de 4% cette année. Ceci a été partiellement compensé par la mise en place du contrat McGraw-Hill.

La **marge opérationnelle** s'est accrue de +1,5 millions d'euros par rapport à l'an dernier.

En **Infogérance**, la marge opérationnelle a été de 7,9% compte tenu de la hausse du chiffre d'affaires mais qui a été largement neutralisé, d'une part par les efforts additionnels réalisés pour le compte de Siemens, afin d'augmenter le niveau de la qualité des services, d'autre part par l'effet de base lié à la fin du projet de transition et de transformation.

L'**Intégration de Systèmes** a diminué de -1,3 millions d'euros, conséquence d'un chiffre d'affaires plus faible.

C.1.5.8 Zone Ibérique

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	164	181	-9,7%
Marge opérationnelle	3,5	3,6	
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	<i>2,1%</i>	<i>2,0%</i>	<i>+17bp</i>

*à périmètre et taux de change constants

En **Zone Ibérique**, le chiffre d'affaires a été de **164 millions d'euros**, en diminution de **-9,7%**, notamment engendré par le secteur public en raison des baisses des dépenses dans les organismes publics centraux et régionaux et la fin du contrat avec la Generalitat de Catalunya. Le marché des Télécommunications a diminué de 5 millions d'euros notamment en Intégration de Systèmes compte tenu de moindres volumes pour Vodafone NGIN et un contrat se terminant avec Telefonica. Le chiffre d'affaires a légèrement augmenté dans Industrie, Distribution & Services avec EADS.

Malgré l'évolution du chiffre d'affaires, la **marge opérationnelle** est restée stable par rapport à l'an dernier à **3,5 millions d'euros**. Le resserrement des coûts indirects conjugué à des conditions salariales renégociées a permis d'ajuster la base de coûts et de compenser l'impact de la baisse du chiffre d'affaires

C.1.5.9 Autres entités opérationnelles

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012*	variation
Chiffre d'affaires	251	251	+0,0%
Marge opérationnelle	22,6	16,8	+35,0%
<i>Taux de marge opérationnelle</i>	<i>9,0%</i>	<i>6,7%</i>	<i>+233bp</i>

*à périmètre et taux de change constants

Major Events

Le **chiffre d'affaires** de Major Events a baissé de -7 millions d'euros, reflétant l'impact des Jeux Olympiques de 2012 à Londres.

La marge opérationnelle a augmenté de +1,7 millions par rapport à l'année dernière.

Asie-Pacifique

Le **chiffre d'affaires** a crû de +11,8%. Cette hausse a été portée par l'Infogérance, en particulier à Hong Kong grâce à l'augmentation des volumes dans les Services Financiers pour une grande banque à Hong Kong et Dah Sing Bank.

La **marge opérationnelle** a crû +5,9 millions d'euros par rapport à l'an dernier. Celle-ci est issue, à la fois de la hausse du chiffre d'affaires et du plan d'économies sur les coûts.

Amérique Latine

Le **chiffre d'affaires** est resté pratiquement inchangé par rapport à 2012. Les ventes ont progressé dans le secteur public pour HTTS avec des volumes plus élevés dans le domaine de la billetterie électronique, compensant des fins de contrats en Services Technologiques et en Infogérance.

La **marge opérationnelle** est également restée stable.

Afrique du Sud, Inde, Maroc, Emirats Arabes Unis

Le **chiffre d'affaires** a chuté de -13,5% par rapport à l'année précédente, compte tenu de la livraison exceptionnelle d'un Datacenter pour 8 millions d'euros au premier semestre de 2012 au Qatar. Cet effet a été compensé par des prestations en Intégration de Systèmes au Moyen-Orient.

La **marge opérationnelle** a augmenté de +12 millions d'euros, principalement en Inde, qui a bénéficié d'une augmentation de la demande dans l'offshore sur différents projets (NSN, E-Plus, une multinationale de gestion documentaire, McGraw-Hill et Pfizer), et aussi de la dépréciation de la Roupie Indienne à la fin du semestre.

New Business Venture

Cette entité intègre blueKiwi, Canopy, Yunano. Le Groupe a investi dans ses plateformes et ses logiciels Cloud afin d'être pleinement opérationnel pour développer le chiffre d'affaires au second semestre.

C.1.5.10 Coûts des structures globales

Le coût des structures globales s'est élevé à -54,2 millions d'euros, représentant une baisse de 15,3 millions d'euros par rapport l'année dernière, matérialisant le plein effet du Programme d'Intégration de SIS.

C.1.6 Chiffre d'affaires par marché

Le Groupe est organisé en quatre secteurs d'industrie, tel que décrit ci-dessous :

En millions d'euros	Chiffre d'affaires		
	S1 2013	S1 2012*	variation %
Industrie, Distribution & Services	1,354	1,442	-6.0%
Public, Santé & Transports	1,140	1,143	-0.3%
Services Financiers	798	824	-3.2%
Télécoms, Médias & Services aux collectivités	998	907	+10.0%
Total Groupe	4,290	4,316	-0.6%

* Périmètre et taux de change constants

Par rapport au premier semestre 2012, le chiffre d'affaires par marché a été porté par des contrats significatifs signés à partir de mi-2012 jusqu'au premier trimestre 2013. En particulier, Télécoms, Médias & Services aux collectivités a augmenté de +10% grâce à la forte contribution de McGraw-Hill aux Etats-Unis et de NSN en Allemagne. Le Secteur Public, Santé & Transport est resté stable avec la hausse au Royaume-Uni portée par de nouveaux contrats et dans les Pays Nordiques avec PostNord au Danemark. Cela a permis de compenser une plus faible activité en France qui a aussi impacté les Services Financiers en raison d'une demande plus faible qui reste concentrée sur la réglementation et la productivité. Ceci a conduit à une évolution de -3,2% sur ce marché. Enfin, Industrie, Distribution & Services a été en baisse avec l'effet conjoint du projet de transition Siemens et une demande faible en Europe continentale où la plus grande partie du chiffre d'affaires est générée sur ce marché.

Industrie, Distribution & Services

Dans ce marché, les 10 premiers clients ont représenté 46% du chiffre d'affaires avec Siemens, Renault Nissan, EADS, Bayer, Carl Zeiss, Coca Cola, ThyssenKrupp, une société d'exploitation minière de charbon Allemande, Daimler Group, et un grand groupe européen d'électronique.

Public, Santé & Transports

32% du chiffre d'affaires de ce marché a été réalisé avec les 10 principaux clients: Ministère du Travail et des Retraites, Ministère de la Justice, l'Agence des frontières Britannique, NHS Scotland, Vehicule Op. Standards Agency (VOSA), Nuclear Decommissioning Authority (NDA) et l'Assemblée Nationale du Pays de Galles au Royaume-Uni, le Complexe Olympique d'Achkhabad, les Institutions de l'Union européenne et le ministère Français de l'Ecologie.

Services Financiers

Sur ce marché, 48% du chiffre d'affaires a été généré avec les 10 principaux clients étant: National Savings & Investments (NS&I), BNP Paribas, ING, une grande banque à Hong Kong, Achmea, Crédit Agricole, La Poste, Société Générale, Talanx et une grande banque allemande.

Télécoms, Médias & Services aux collectivités

Les 10 principaux clients sont: KPN, EDF, McGraw-Hill, Orange, Nokia Siemens Networks (NSN), Telecom Italia, Microsoft, Schlumberger, Vodafone et une grande entreprise des médias au Royaume-Uni. Ils représentaient 65% du chiffre d'affaires total du marché au niveau global.

C.1.7 Filialisation des activités de paiement et de services aux commerçants d'Atos

C.1.7.1 Objectifs de la filialisation et création de Worldline

Le Groupe a annoncé en février 2013 sa décision de filialiser les activités de paiement et de services aux commerçants provenant d'Atos Worldline et des autres activités transactionnelles au sein d'Atos.

Les objectifs principaux sont de permettre à cette nouvelle entité d'agir comme un acteur mondial, leader européen dans le domaine des paiements, avec un management des opérations plus intégré et plus efficace. Il s'agit également de doter cette entité d'une flexibilité stratégique et financière pour développer son offre produit sur toute la chaîne de valeur de la transaction, y compris par les alliances et partenariats. Ceci conduit à réaffirmer la position de leader dans le secteur des paiements de la nouvelle entité, en renforçant sa capacité de capitaliser sur la base de clients large et solide d'Atos et sur sa présence géographique.

En regroupant toutes les activités paiements au sein d'un périmètre unique avec un reporting spécifique, la filialisation offrira davantage de transparence interne et externe sur la performance des activités et renforcera la performance opérationnelle de la nouvelle entité.

Le processus de la filialisation a été finalisé à la fin du premier semestre et **Worldline, une entité du Groupe Atos**, est opérationnel depuis le 1^{er} Juillet 2013, rassemblant en une même entité les activités de paiement et transactionnelles d'Atos.

Les dirigeants de Worldline sont:

- **Thierry Breton**, Président-Directeur Général d'Atos, Président du Conseil d'Administration de Worldline;
- **Gilles Grapinet**, Directeur Général Adjoint en charge des Fonctions Globales d'Atos, a été nommé Directeur Général de Worldline;
- **Marc-Henri Desportes**, précédemment Directeur Exécutif de Services Transactionnels de Haute Technologie (HTTS) & Activités Spécialisées d'Atos a été nommé Directeur Général Délégué de Worldline ;
- **Christophe Duquenne** a été nommé Directeur des Opérations de Worldline.

C.1.7.2 Chiffres clés et organisation

Avec un chiffre d'affaire pro forma en 2012 de 1 068 millions d'euros, Worldline opère sous sa propre marque dans 17 pays, sur un périmètre mondial et avec des implantations Europe, en Asie et en Amérique Latine. Worldline emploie plus de 7 100 employés dans le monde.

Worldline est organisé en trois lignes d'activité mondiales, à la fois selon les clients visés mais aussi selon une organisation interne pour promouvoir ses offres et solutions issus de son portefeuille d'offres. Ces trois lignes d'activité mondiales sont entièrement responsables de leurs résultats sur leurs géographies.

Services commerçants & Terminaux

Cette Ligne d'Activités cible les commerçants (SMBs), la grande distribution et les e-commerçants. Elle a produit 353 millions d'euros de chiffre d'affaires en pro forma 2012 à taux de change et périmètre constants en 2013.

Les principaux services offerts par cette Ligne d'Activités sont:

- Acquisition commerçants
- Services en ligne
- Gestion de cartes privatives
- Terminaux

Une des composantes majeures de cette Ligne d'Activités est qu'elle repose sur un large portefeuille d'offres en services de paiements. Cela permet à Worldline de fournir des solutions aux commerçants et aux distributeurs à chaque étape de leur processus de vente, tant à distance que dans le magasin, ou après la vente. C'est une solide combinaison de solutions multicanales qui peuvent être parfaitement intégrées avec des applications CRM, des programmes de fidélités de pointe et des capacités analytiques.

Mobilité & Services Web Transactionnels

Les clients de cette Ligne d'Activités sont les entités publiques, les sociétés de transport, les organisations de santé et les entreprises de télécoms et les médias. La Ligne d'Activités a généré 341 millions d'euros de chiffre d'affaires en pro forma 2012 à taux de change et périmètre constants en 2013.

Les principaux services offerts par cette Ligne d'Activités sont:

- Mobilité et eConsommateur
- Services électroniques Publics
- Billetterie électronique

S'appuyant sur les succès historiques d'Atos Worldline, cette Ligne d'Activités apporte des solutions de paiements et de transactions avancés pour de grandes organisations publiques et privées, afin de les aider à faire face aux problématiques de paiements, et plus largement aux interactions de masse avec leurs milliers de clients, passagers, et citoyens.

Cette Ligne d'Activités emploie des composants technologiques du portefeuille de paiement et pour offrir des solutions optimisées dans la chaîne de valeur de nos clients en B2C (d'entreprises à consommateurs):

- Interconnexion de machines en temps réel (gestion des appareils connectés en capitalisant sur des solutions de terminaux connectés),
- Services de gestion et de prévention des fraudes, plateformes de services de relation clients
- Solutions de paiement également utilisées pour les services commerçants comme le portail internet de Worldline.

Traitements de transactions & Logiciels de Paiement

Les clients ciblés sont les institutions financières. La taille de l'entité était de 375 millions d'euros de chiffre d'affaires en pro forma 2012 à taux de change et périmètre constants en 2013.

Les principaux services offerts par cette Ligne d'Activités sont:

- Traitement de transactions issues des terminaux
- Traitement de transactions porteurs
- Banque en ligne
- Licences et solutions de paiements

L'activité est résiliente, avec une rentabilité soutenue. Les leviers sur la marge de la Ligne d'Activités sont l'industrialisation de la production, l'optimisation des plateformes technologiques et les services à valeur ajoutés, tels que la gestion des fraudes, l'analyse de données et la personnalisation. La vente de licences de logiciels a un profil de rentabilité plus élevé que les activités de pur traitement.

C.1.7.3 Performance du premier trimestre 2013

Au cours du premier semestre 2013, le chiffre d'affaires Worldline a atteint 548 millions d'euros, en hausse de +5,4% par rapport à l'an dernier. La marge opérationnelle s'est élevée à 80,0 millions d'euros, représentant 14,6% du chiffre d'affaires, en augmentation de +40 points de base à comparer au premier semestre 2012. Le flux de trésorerie disponible a été de 62 millions d'euros, à comparer à 50,0 millions pour le premier semestre 2012.

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		% Marge opérationnelle	
	S1 2013	S1 2012	% de croissance	S1 2013	S1 2012	S1 2013	S1 2012
Services commerçants & Terminaux	178	171	+3.7%	32.5	31.7	18.3%	18.5%
Mobilité & Services Web Transactionnels	182	165	+10.0%	20.8	20.0	11.4%	12.1%
Traitements de transactions & Logiciels de Paiement	189	183	+2.8%	35.0	31.4	18.5%	17.1%
Coûts centraux				-8.3	-9.2	-1.5%	-1.8%
Total du Groupe	548	520	+5.4%	80.0	74.0	14.6%	14.2%

Chiffres pro forma non-audités à taux de change et périmètre constants, basé sur les meilleures estimations par entité opérationnelle

Services commerçants & Terminaux

Le chiffre d'affaires était de 178 millions d'euros pour le premier semestre 2013, en hausse de +3,7% avec 18,3% de taux de marge opérationnelle. La croissance du chiffre d'affaires est venue du Benelux avec des volumes en hausse en acquisition commerciale et sur de nouveaux projets. Le chiffre d'affaires a augmenté également en paiement sur Internet en France et pour les cartes de fidélité au Royaume-Uni. La croissance totale a été impactée par des ventes de terminaux, moins élevées sur les marchés domestiques, alors que les ventes internationales se sont redressées.

Le taux de marge opérationnelle a été presque stable en dépit de l'effet sur les terminaux. Dans cette Ligne d'Activités, la rentabilité enregistre une saisonnalité importante en raison de volumes de transactions plus significatifs à la fin de l'année.

Mobilité & Services Web Transactionnels

Le chiffre d'affaires de la Ligne d'Activités a crû de +10,0% au premier semestre 2013 à 182 millions d'euros. La marge opérationnelle a été de 11,4% du chiffre d'affaires. La croissance du chiffre d'affaires est venue de la France dans les péages électroniques, le paiement, la numérisation, et des projets de voitures connectées avec les constructeurs du secteur automobile. La croissance est également venue du Royaume-Uni avec la billetterie électronique et d'Amérique latine en matière de collecte automatique des titres de transport. Enfin, l'activité de transactions publiques a crû grâce aux projets de recouvrement des impôts.

Sur cette Ligne d'Activités, le développement de projets a eu un poids important. La rentabilité a été légèrement inférieure à celle de l'an dernier. Compte tenu d'une proportion plus élevée de projets, celle-ci devrait augmenter dès que les volumes de transactions vont croître.

Traitements de transactions & Logiciels de Paiement

En Traitements de transactions & Logiciels de Paiement, le chiffre d'affaires a crû de +2,8% au cours du premier semestre 2013 à 189 millions d'euros. La marge opérationnelle s'est améliorée de +140 points de base à 18,5% du chiffre d'affaires. La croissance s'est matérialisée avec une activité de licences de logiciels soutenue en Asie, et dans l'émission (portefeuille électronique et plate-forme de paiement international) en France. Le chiffre d'affaires s'est également accru au Benelux avec des volumes plus forts à la fois pour les cartes bancaires et sur de nouveaux projets.

Le développement de nouvelles formes de paiement pour les banques ainsi que des projets de développement important et des ventes de licences ont soutenu à la fois le chiffre d'affaires et la marge de cette Ligne d'Activités.

C.1.8 Prises de commande

C.1.8.1 Prises de commande et ratio de prises de commande

Au premier semestre 2013, **les prises de commande** pour le Groupe ont atteint **4 557 millions d'euros**, représentant **un ratio de prises de commande sur facturations de 106%**.

Les prises de commande ont inclus au premier semestre 2013, le renouvellement de contrats significatifs tels que NS&I au Royaume-Uni, E-Plus et une grande banque allemande. De nouveaux contrats ont également été signés, entre autres: Veolia et EDF Transport en France, ACT aux États-Unis, les jeux d'arts martiaux asiatiques à Achkhabad, une multinationale de gestion documentaire au Royaume-Uni.

Hors Siemens, pour lequel une partie significative du contrat d'Infogérance et de Gestion des applications sur sept ans avait été enregistré en juillet 2011, le ratio de prises de commande sur facturations à fin juin 2013 a atteint 111%.

Les prises de commande et ratio de prises de commande sur facturations par **Ligne de Services** se décomposent comme suit au premier semestre :

	Prise de commandes	Ratio prise de commandes sur facturation
<i>En millions d'euros et pourcentage</i>	S1 2013	S1 2013
Infogérance	1 691	85%
Intégration de Systèmes	1 064	94%
HTTS & Activités Spécialisées	1 446	171%
Conseil & Services Technologiques	357	114%
Total du Groupe	4 557	106%

En 2012, **l'Infogérance** a atteint un ratio de prises de commande sur facturations de 85% (90% hors Siemens), comparé à 134% en 2012 sur la même période l'an dernier. Ce résultat est principalement attribuable à la signature des contrats suivants: renouvellement d'E-Plus (TM&U), et d'un contrat pour une grande banque allemande (Services Financiers) en Allemagne, de nouveaux contrats avec Veolia (TM&U) et EDF Transport (TM&U) en France, et aux États-Unis avec le nouveau contrat pour ACT (PHT) et le renouvellement du contrat avec MFS Investment Management.

Les activités **Intégration de Systèmes** ont enregistré un ratio prises de commande sur facturations de 94% sur le premier semestre 2013. Certains contrats majeurs ont été signés ou renouvelés au cours du premier semestre. Les principaux sont: le renouvellement d'E-Plus (TM&U) et d'un nouveau contrat avec l'Agence pour le Travail (PHT), en Allemagne. En France, les nouvelles signatures ont été un renouvellement pour Renault (MRS) et un nouveau contrat avec Airbus (MRS). De nouveaux contrats ont été signés en Turquie (CEE) pour la préparation des jeux asiatiques d'arts martiaux à Achkhabad (PHT) et au Royaume-Uni avec une multinationale de gestion documentaire (MRS).

HTTS & Activités Spécialisées ont réalisé 171% en ratio prises de commande sur facturations, au premier semestre 2013. Cette performance a été principalement effectuée dans le BPO avec des renouvellements de NS&I (Services Financiers) ainsi qu'avec le Ministère de la Justice (PHT), tous les deux au Royaume-Uni.

HTTS seul s'est établi à 104 %, principalement grâce au foisonnement au sein de contrats existants remportés par Atos Worldline pour BNP Paribas (Services Financiers), LCH Clearnet (Services Financiers) et ANTS, l'Agence Française pour l'Identité Sécurisée (PHT) et le renouvellement avec Equens (Services Financiers). Au Royaume-Uni, les signatures ont été réalisées avec Rail Safety & Standards Board (PHT) et avec National Car Parks.

Les Activités Spécialisées ont atteint 87% de ratio de prises de commande sur facturations incluant le renouvellement par Atos Worldgrid du contrat avec Electricity, Transport & Distribution.

Au premier semestre 2013, **Conseil & Services Technologiques** a enregistré un ratio prises de commande sur facturations de 114%. La Ligne de Services a bénéficié de nouvelles signatures de contrats au Benelux dans le secteur de l'énergie avec Gasunie et GDF Suez, et au Royaume-Uni avec le Ministère de la Défense.

Les prises de commande et ratio de prises de commande sur facturations par **Marchés** et par semestre se décomposent comme suit sur le premier semestre 2013:

	Prise de commandes	Ratio prise de commandes sur facturation
<i>En millions d'euros et pourcentage</i>	S1 2013	S1 2013
Industrie, Distribution & Services	1 359	100%
Public, Santé & Transports	965	85%
Services Financiers	1 217	153%
Télécoms, Médias & Services aux collectivités	1 016	102%
Total du Groupe	4 557	106%

C.1.8.2 Carnet de commandes

Sur le premier semestre, les principales signatures par marchés avec la durée des contrats sont décrites ci-dessous:

Industrie, Distribution & Services

Type	Client	Offre commerciale	Entité Opérationnelle	Ligne de Service	Durée
Nouveau	Une grande entreprise d'électronique	Common Platforms	Benelux & Pays Nordiques	Infogérance	60
Nouveau	Givaudan	End-user services	Europe centrale & de l'Est	Infogérance	60
Foison.	Siemens	Voice services	Allemagne	Infogérance	109
Renouv.	Renault	Application management	France	Intégr. de Syst.	12
Nouveau	Entreprise de gestion documentaire	Entreprise services access point	RU & Irlande	Intégr. de Syst.	63

Secteur Public, Santé & Transports

Type	Client	Offre commerciale	Entité Opérationnelle	Ligne de Service	Durée
Nouveau	ACT	Common Platforms	Amérique du Nord	Infogérance	60
Nouveau	Achkhabad	IT services for Asian martial arts games	Europe centrale & de l'Est	Intégr. de Syst.	24
Nouveau	Ville d'Indianapolis	Common Platforms	Amérique du Nord	Infogérance	60
Nouveau	Ministry of Defence	Core Network Services	RU & Irlande	SI/CO	36
Nouveau	Rail Safety & Standards Board	Data digitalization in Mainframe environment	RU & Irlande	HTTS	60

Services Financiers

Type	Client	Offre commerciale	Entité Opérationnelle	Ligne de Service	Durée
Renouv.	NS&I	BPO Financier	RU & Irlande	BPO	84
Renouv.	Grande banque allemande	Self Service Devices	Allemagne	Infogérance	54
Renouv.	Global asset manager	Physical Devices	Amérique du Nord	Infogérance	60
Foison.	BNP Paribas Fortis	Issuing - Card Processing	Atos Worldline	HTTS	60
Nouveau	Une grande Assurance des Pays-Bas	Adaptive Workplace	Benelux & Pays Nordiques	Infogérance	36

Télécoms, Médias & Services aux collectivités

Type	Client	Offre commerciale	Entité Opérationnelle	Ligne de Service	Durée
Renouv.	E-Plus	MOU for 5 years prolongation	Allemagne	Info/IS/HTTS	60
Nouveau	Veolia Group	Managed infrastructure solution	France	Infogérance	60
Foison.	McGraw-Hill	Server management	Amérique du Nord	Infogérance	42
Renouv.	Microsoft	Common Platforms	Amérique du Nord	Infogérance	60
Nouveau	Nederlandse Gasunie	Server management	Benelux & Pays Nordiques	Services Tech.	48

C.1.8.3 Carnet de commandes total

Fin juin 2013, le carnet de commandes total s'élevait à 15 548 millions d'euros, soit 1,8 année de chiffre d'affaires, en augmentation de +258 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012, à périmètre et taux de change constants.

La plus grande partie est venue d'HTTS & Activités Spécialisées grâce au renouvellement de NS&I en BPO. Par conséquent, le carnet de commandes pour la Ligne de Services a crû de 2,2 milliards d'euros. L'infogérance a enregistré une baisse du carnet de commandes liée à l'effet Siemens tandis que l'Intégration de Systèmes est resté stable. En Conseil & Services Technologiques, le carnet de commandes s'est accru de +19,1% grâce aux prises de commande au Benelux et au Royaume-Uni mentionnées ci-dessus.

C.1.8.4 Propositions commerciales

Le total des propositions commerciales à fin juin 2013 s'est établi à 5,0 milliards d'euros, comparé au 5,3 milliards d'euros à fin 2012 (à taux de change constants), qui incluait le contrat NS&I renouvelé en mai 2013.

Les propositions commerciales ont représenté 6,9 mois de chiffre d'affaires légèrement en baisse de -0,6 mois de chiffre d'affaires. Par Ligne de Services, les activités cycliques s'élevaient à 7,8 mois de chiffre d'affaires dont 8,7 pour l'Intégration de Systèmes, et les activités récurrentes à 6,4 mois de chiffre d'affaires, dont 6,9 mois pour l'Infogérance et 5,3 mois pour HTTS & Activités Spécialisées.

C.1.9 Gestion des Ressources Humaines

C.1.9.1 Evolution de l'effectif

Le **nombre total des salariés du Groupe** était de **77 105** à fin juin 2013, à comparer avec **76 417** fin décembre 2012, soit une augmentation de +688 personnes sur la période. Ce chiffre intègre une baisse significative des effectifs indirects (-387 personnes, soit -6,0%) dans le cadre du plan de réduction des coûts indirects.

Les effectifs directs ont augmenté de +1,5% (1 075 personnes) sur la période, dont 649 en Inde en ligne avec la stratégie d'accélération vers l'offshoring. En conséquence, le nombre d'employés directs à fin juin 2013 de 71 016, représentant 92,1% de l'effectif total, contre 91,5% à fin 2012.

L'évolution des effectifs par Ligne de Services et Entité Opérationnelle au cours du premier semestre 2013 a été la suivante:

	Début Janvier 2013	Adaptation de l'organisation	Début ajusté	Périmètre	Recrutements	Départs	Licenciements, réorganisations & autres	Fin Juin 2013
Infogérance	28 611		28 611		2 584	-1 293	-614	29 288
Intégration de Systèmes	21 941	1 343	23 284		2 030	-1 333	-522	23 459
HTTS & Activités Spécialisées	12 016	-1 343	10 673		602	-348	8	10 935
Conseil & Services Technologiques	7 186		7 186	-11	236	-332	59	7 138
Coûts centraux	187		187		13	-9	5	196
Total des effectifs directs	69 941	0	69 941	-11	5 465	-3 315	-1 064	71 016
Allemagne	7 672	127	7 799		406	-113	-96	7 996
Royaume Uni & Irlande	10 153		10 153		553	-445	-294	9 967
France	9 157	567	9 724	-11	62	-285	-184	9 306
Benelux & Pays Nordiques	6 002	766	6 768		173	-248	-69	6 624
Atos Worldline	5 342		5 342		164	-112	-21	5 373
Amérique du Nord	3 864		3 864		365	-220	-193	3 816
Europe Centrale & de l'Est	5 713	1 050	6 763		1 022	-305	-138	7 342
Europe du Nord du Sud & et de l'Ouest	1 524	-1 524	0					
Zone Ibérique	4 807	313	5 120		105	-114	-112	4 999
Autres Entités Operationnelles	15 657	-1 299	14 358		2 611	-1 472	18	15 515
Structures globales	50		50		4	-1	25	78
Total des effectifs directs	69 941	0	69 941	-11	5 465	-3 315	-1 064	71 016
Total des effectifs indirects	6 476		6 476	-8	291	-261	-409	6 089
TOTAL DU GROUPE	76 417	0	76 417	-19	5 756	-3 576	-1 473	77 105

L'effectif dans les pays émergents représentait plus de 27% du total. La capacité « offshore » du Groupe représentait 9 871 personnes à la fin du premier semestre 2013, dont une majorité présente en Inde. Ceci représente une croissance de +8% à comparer avec 9 158 personnes à fin 2012.

C.1.9.2 Variation de périmètre

La variation de périmètre au premier semestre 2013 de -19 personnes est liée à la cession d'activité de Formation en France.

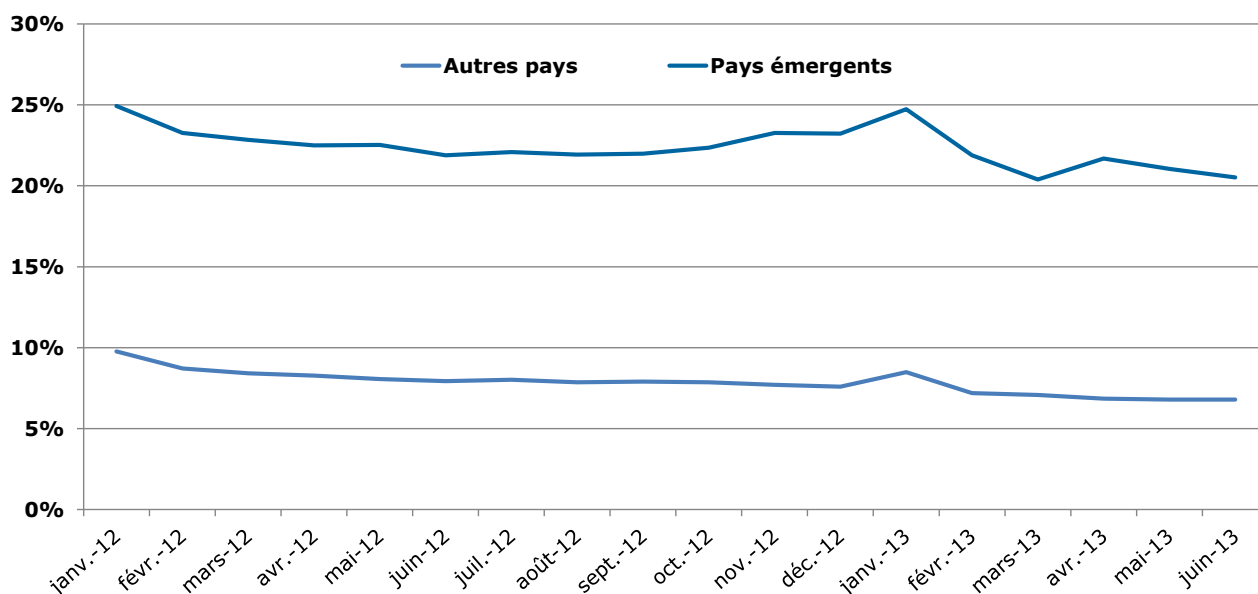
C.1.9.3 Recrutements

Le nombre de recrutements a atteint 5 756 personnes pour le Groupe, ce qui représente 8% du personnel au 1^{er} janvier 2012. Ces embauches ont été effectuées principalement en Infogérance (+2 584; soit 47 % du total), et en Intégration de Systèmes (+2 030; soit 37% du total). Le niveau de recrutement a été élevé au Royaume-Uni et en Amérique du Nord (respectivement 553 et 365 de personnel direct; soit respectivement 10% et 7% du total) afin de faire face à la croissance de l'activité. Dans les autres Entités Opérationnelles, le niveau de recrutement provient principalement du développement des sites « offshore » (en Inde +1 438 et au Brésil +469).

C.1.9.4 Départs

Les départs sont ceux relatifs à la décision du salarié. Le nombre total des départs au premier semestre 2013 a été de 3 576. Les départs ont concerné l'Intégration de Systèmes (1 333, soit 40% du total des départs employés) et l'Infogérance (1 293, soit 39% du total).

Le taux de départ volontaire a diminué de -1,3 point pour atteindre 9,5% à fin juin 2013, par rapport à 10,8% à fin décembre 2012.

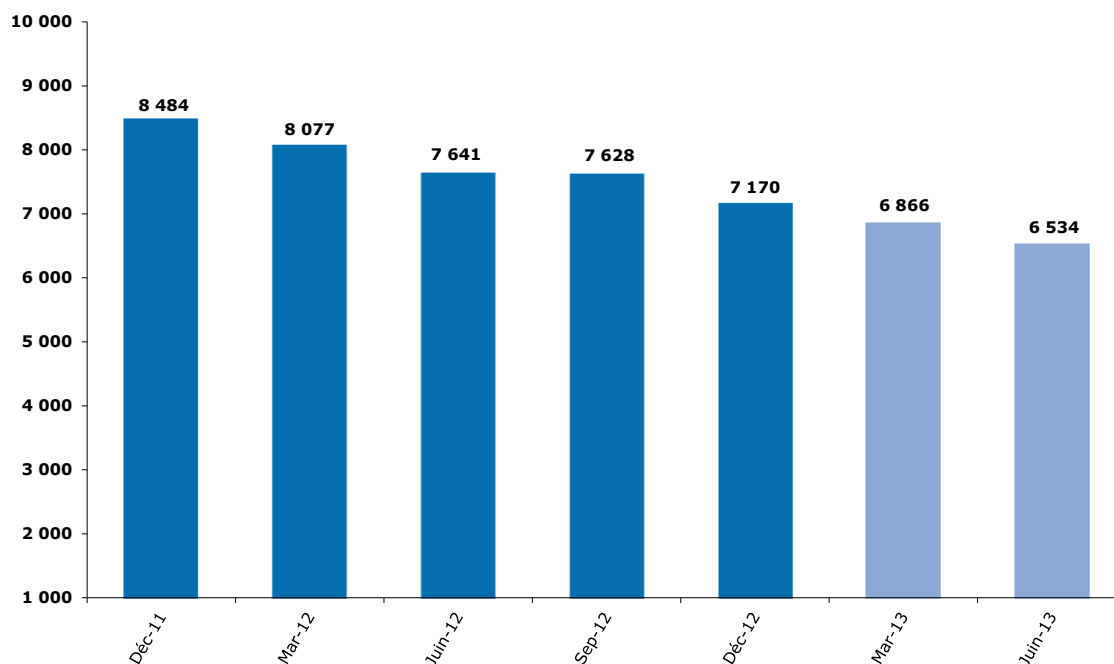


C.1.9.5 Restructurations et licenciements

1 473 salariés ont quitté le Groupe au premier semestre 2013 dont 409 effectifs indirects. Les plans de redimensionnement des effectifs indirects ont été principalement exécutés dans les pays européens les plus importants, reflétant les efforts en cours pour faire face à un contexte économique plus difficile dans ces entités opérationnelles.

C.1.9.6 Sous-traitants externes

Le nombre de sous-traitants externes a diminué à 6 534 à fin juin 2013, soit 1 100 personnes en moins par rapport à l'an dernier.



Le niveau de sous-traitants représentait 8,7% des effectifs temps plein au 30 juin 2013, par rapport à un niveau de 10,1% un an auparavant. L'objectif est de ne conserver qu'un nombre de sous-traitants externes limité.

C.2 Objectifs 2013

Après un premier semestre satisfaisant, le Groupe est en mesure de confirmer tous ses objectifs pour 2013 tels que communiqués dans la publication du 21 février 2013, i.e. :

Chiffre d'affaires

Le Groupe ambitionne de **continuer à croître légèrement** par rapport à 2012.

Marge opérationnelle

Le Groupe a pour objectif d'augmenter son taux de marge opérationnelle **autour de 7.5%**, comparé à 6,6% en 2012.

Flux de trésorerie disponible

Le Groupe à l'ambition d'atteindre un flux de trésorerie disponible **supérieur à 350 millions d'euros**.

Bénéfices par action (BPA)

Le Groupe confirme son ambition d'un BPA (ajusté, non dilué) en augmentation de **+50%** comparé à 2011 publié (+25% par rapport à 2012).

C.3 Revue financière

C.3.1 Etat du résultat global

Le Groupe a réalisé un résultat net (attribuable aux propriétaires de la société mère) de 116,3 millions d'euros au 30 juin 2013, représentant 2,7% du chiffre d'affaires consolidé. Le résultat net normalisé, retraité des produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôts), s'est élevé à 173,7 millions d'euros au 30 juin 2013, représentant 4,0% du chiffre d'affaires consolidé, soit une augmentation de +40 points de base en comparaison avec l'année dernière.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)	% Rentabilité
Marge opérationnelle	279,0	6,5%	248,8	5,7%
Autres produits et charges opérationnels	-87,4		-78,4	
Résultat opérationnel	191,6	4,5%	170,4	3,9%
Résultat financier	-22,5		-19,7	
Charge d'impôt	-53,4		-47,7	
Participations ne donnant pas le contrôle et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0,6		-1,2	
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la société mère	116,3	2,7%	101,8	2,3%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la société mère (*)	173,7	4,0%	155,7	3,6%

(*) défini ci-après

C.3.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliquée dans la revue opérationnelle.

C.3.1.2 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents. Ils ont représenté une charge nette de 87,4 millions d'euros au 30 juin 2013.

Le tableau ci-dessous détaille ce poste par nature:

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-48,3	-27,6
Rationalisation et frais associés	-21,2	-10,7
Coûts d'intégration et coûts d'acquisition	-10,4	-25,8
Amortissement Relation Clients	-22,0	-20,2
Autres	14,5	5,9
Total	-87,4	-78,4

Les 48,3 millions d'euros de coûts de **réorganisation des effectifs** ont été induits à la fois par l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe au contexte de récession économique européenne et par la rationalisation des niveaux intermédiaires d'encadrement qui a été réalisée principalement au Benelux, en Zone Ibérique et au Corporate.

Les 21,2 millions d'euros de **coûts de rationalisation et frais associés** ont été engendrés essentiellement par la fermeture de bureaux et la réorganisation des centres de traitement informatique, principalement en Allemagne (5,8 millions d'euros), en Amérique Latine (10,3 millions d'euros) dans le cadre du programme TOP2, et au Benelux (3,8 millions d'euros) en lien avec le plan de restructuration.

Les **coûts d'intégration**, pour 10,4 millions d'euros, se sont composés des coûts de réorganisation des infrastructures informatiques et d'homogénéisation des outils et processus dans les sociétés issues de l'acquisition de SIS.

Les **autres éléments**, pour 14,5 millions d'euros, se sont principalement constitués de plus-values sur cessions d'immobilisations.

C.3.1.3 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 22,5 millions d'euros sur la période (contre une charge de 19,7 millions d'euros à fin juin 2012) et est composé d'un coût de l'endettement financier net de 17,4 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 5,1 millions d'euros.

Les coûts financiers non opérationnels se sont élevés à 5,1 millions d'euros comparés à 3,2 millions d'euros en juin 2012 et étaient principalement composés de coûts financiers relatifs aux pensions (6,6 millions d'euros comparés à 2,5 millions d'euros en 2012) et correspondent à la différence entre les produits financiers des actifs des fonds de pension, et le coût de désactualisation des engagements.

C.3.1.4 Impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre de l'exercice 2013 s'est élevée à 53,4 millions d'euros (incluant, depuis 2009, la CVAE - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) pour un résultat avant impôt de 169,1 millions d'euros. L'application d'un Taux d'Impôt Effectif (TIE) normalisé de 33,2% calculé sur une année pleine puis ajusté de l'impact fiscal des éléments inhabituels a mené à un TIE de 31,6%.

C.3.1.5 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle comprennent les participations détenues par les partenaires des coentreprises et par d'autres associés du Groupe. Elles ont donné lieu à une charge de 1,4 million d'euros pour la période (comparée à un produit de 2,9 millions d'euros en juin 2012).

C.3.1.6 Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 173,7 millions d'euros, en hausse de 11,6% par rapport à l'an dernier.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la société mère	116,3	101,8
Autres produits et charges opérationnels	-87,4	-78,4
Effet d'impôt sur les autres produits et charges opérationnels	27,3	25,6
Autres éléments fiscaux inhabituels	2,7	-1,1
Total éléments inhabituels - net d'impôt	-57,4	-53,9
Résultat net normalisé – attribuable aux propriétaires de la société mère	173,7	155,7

C.3.1.7 Résultat net par action pour la période intermédiaire

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)	% Rentabilité
Résultat net – attribuable aux propriétaires de la société mère [a]	116,3	2,7%	101,8	2,3%
Impact des instruments dilutifs	8,1		7,9	
Résultat net dilué – attribuable aux propriétaires de la société mère [b]	124,4	2,9%	109,7	2,5%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la société mère [c]	173,7	4,0%	155,7	3,6%
Impact des instruments dilutifs	8,1		7,9	
Résultat net normalisé dilué – attribuable aux propriétaires de la société mère [d]	181,8	4,2%	163,6	3,7%
Nombre moyen d'actions [e]	85 741 350		83 454 764	
Impact des instruments dilutifs	12 849 350		12 451 971	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	98 590 700		95 906 735	
(en euros)				
RNPA (Résultat net par action) [a]/[e]	1,36		1,22	
RNPA dilué [b]/[f]	1,26		1,14	
RNPA normalisé [c]/[e]	2,03		1,87	
RNPA dilué normalisé [d]/[f]	1,84		1,71	

Les instruments dilutifs sont constitués des options de souscription d'actions (correspondant à 2 052 448 options) et des obligations convertibles (correspondant à 10 796 902 actions dont 5 414 771 émises en 2009 et 5 382 131 en 2011). Parmi les instruments financiers, seules les obligations convertibles engendrent un retraitement au niveau du résultat net servant de base de calcul au résultat dilué par action. Ce retraitement de 8,1 millions d'euros correspond à la charge d'intérêt relative à la composante dette de cet instrument, nette d'impôts différés (4,9 millions d'euros relatifs à l'émission 2009 et 3,2 millions d'euros relatifs à l'émission 2011).

Le résultat net normalisé par action et **le résultat net dilué normalisé par action** se sont élevés respectivement à 2,03 euros (contre 1,87 euro en juin 2012, soit une augmentation de +8,6%) et 1,84 euro (contre 1,71 euro en juin 2012, soit une augmentation de +7,6%).

Le RNPA non-dilué ajusté présenté ci-après constitue un indicateur clé de l'année 2013. Cet indicateur a été mis en place par le Groupe en décembre 2010, lors de l'annonce de la future acquisition de SIS, afin de mesurer l'efficacité des prévisions à 3 ans. Le nombre d'actions utilisé pour le calcul ci-dessous est fixe et est égal au nombre d'actions au 31 décembre 2011.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)
Résultat net – attribuable aux propriétaires de la société mère	116,3	101,8
Réorganisation des effectifs	-48,3	-27,6
Rationalisation et frais associés	-21,2	-10,7
Amortissement Relation Clients	-22,0	-20,2
Cession de filiales	-	4,3
Sous-Total	-91,5	-54,2
Effet d'impôt au taux effectif d'impôt	28,9	17,1
Total des ajustements - net d'impôt	-62,6	-37,1
Résultat net ajusté – attribuable aux propriétaires de la société mère	178,9	138,8
Nombre d'actions (*)	83 566 768	83 566 768
RNPA non-dilué ajusté	2,14	1,66

(*) Nombre d'actions au 31 décembre 2011, servant de base au calcul du RNPA non-dilué ajusté en 2012 et 2013 tel que présenté dans la communication financière de l'exercice 2011.

C.3.2 Flux de trésorerie et trésorerie nette

Au 30 juin 2013, la position de trésorerie nette du Groupe s'est élevée à 358,6 millions d'euros, soit une amélioration de 258,0 millions d'euros comparée à juin 2012.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	380,9	345,4
Investissements opérationnels	-169,8	-155,3
Variation du besoin en fonds de roulement	63,3	58,4
Flux de trésorerie opérationnel	274,4	248,5
Impôts payés	-36,9	-30,8
Coût de l'endettement financier net payé	-17,4	-16,5
Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-59,8	-25,4
Rationalisation et frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	-27,4	-24,9
Coûts d'intégration et d'acquisition	-10,4	-28,5
Investissements financiers nets (*)	2,6	-4,9
Participation des salariés transférée en fonds d'emprunt	-2,6	-2,5
Autres variations (**)	35,3	12,1
Flux de trésorerie disponible	157,8	127,1
(Acquisitions)/cessions matérielles (solde net)	-	103,0
Augmentations/(réductions) de capital	-	10,0
Dividendes versés aux actionnaires	-17,3	-
Flux de trésorerie net	140,5	240,1
Trésorerie / (Endettement) net(te) d'ouverture	232,1	(141,8)
Variation nette de trésorerie / (endettement)	140,5	240,1
Variation de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie / (endettement)	-14,0	2,3
Trésorerie / (Endettement) net(te) de clôture	358,6	100,6

(*) Investissements financiers nets long terme, hors acquisitions/cessions.

(**) Les autres variations correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant les charges de réorganisation, de rationalisation et coûts associés, les coûts d'intégration et les coûts d'acquisition), les dividendes payés aux participations ne donnant pas le contrôle, à la vente d'actions propres, aux augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscriptions d'actions et autres éléments financiers décaissés.

Le **flux de trésorerie disponible**, représenté par la variation de trésorerie nette ou d'endettement net, corrigée des variations de capital, des dividendes versés aux actionnaires de la société mère et des acquisitions/cessions sur la période, a atteint 157,8 millions d'euros contre 127,1 millions d'euros sur le premier semestre 2012.

Le **flux de trésorerie opérationnel** est de 274,4 millions d'euros et a progressé de 25,9 millions d'euros par rapport à l'année dernière. Cette hausse est la résultante de la variation des éléments suivants :

- une hausse de l'Excédent Brut Opérationnel (EBO) de 35,5 millions d'euros ;
- des investissements opérationnels en croissance pour 14,5 millions d'euros ;
- une augmentation du besoin en fonds de roulement de 4,9 millions d'euros.

L'**EBO** s'est établi à 380,9 millions d'euros, soit une augmentation de 35,5 millions d'euros par rapport à juin 2012, représentant 8,9% du chiffre d'affaires contre 7,9 % en 2012. Cette croissance de l'EBO provient de l'amélioration de la marge opérationnelle.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)
Marge opérationnelle	279,0	248,8
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	165,9	174,9
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	8,9	5,3
+ Charge d'options de souscription d'actions	5,7	7,0
+/- Dotations / (reprises) nettes aux provisions pour pension	-39,9	-22,9
+/- Dotations / (reprises) nettes aux provisions hors consommation des provisions d'ouverture SIS	-5,3	-8,3
- Consommation des provisions d'ouverture SIS	-33,4	-59,4
EBO	380,9	345,4

La reprise de 33,4 millions d'euros des provisions d'ouverture SIS est venue couvrir des pertes sur des projets, des litiges et des actifs apportés lors de l'acquisition SIS.

Les **investissements opérationnels nets** ont atteint 169,8 millions d'euros, soit 4,0% du chiffre d'affaires. Ils sont légèrement au-dessus du niveau du premier semestre 2012 (ils représentaient 3,6 % du chiffre d'affaires à fin juin 2012).

Les principaux investissements ont été réalisés en Allemagne (33,0 millions d'euros), au Royaume-Uni en lien avec l'exécution de nouveaux contrats (30,9 millions d'euros) et chez Atos Worldline pour la refonte des plateformes technologiques (26,0 millions d'euros), initiée sur le premier semestre et destinée à se poursuivre sur le second semestre.

La **variation du besoin en fonds de roulement** a atteint 63,3 millions d'euros (supérieure de 4,9 millions d'euros à celle de l'an dernier). Le délai de règlement clients est passé à 44 jours à fin juin 2013. En parallèle, le délai de règlement fournisseurs s'est établi à 84 jours à fin juin 2013.

Les **impôts payés** se sont élevés à 36,9 millions d'euros, soit une augmentation de 6,1 millions d'euros par rapport à l'an dernier.

Le **coût de l'endettement financier net** a été de 17,4 millions d'euros, en hausse de 0,9 million d'euro par rapport au premier semestre 2012. La hausse a été provoquée principalement par les éléments suivants :

- un taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts de 4,62%, supérieur au taux de 4,37% en 2012 (cette légère augmentation est principalement due à la part croissante des obligations convertibles dans l'endettement du Groupe, représentant 12,0 millions d'euros sur le total de 17,4 millions d'euros) ; et
- une rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe à 0,55% comparé à 0,82% en 2012.

Les décaissements liés aux **coûts de réorganisation** ont représenté 59,8 millions d'euros, impactant principalement l'Allemagne, le Benelux, Zone Ibérique et le Corporate.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** de 27,4 millions d'euros ont été générés par la clôture de bureaux et de centres de traitement informatique dans le cadre de la politique d'optimisation du parc immobilier du Groupe. Les principales entités concernées ont été l'Allemagne, l'Amérique Latine, le Royaume-Uni et le Benelux.

La ligne « **Autres variations** » pour 35,3 millions d'euros correspond principalement à :

- la vente d'actions propres et l'émission d'actions liée à l'exercice d'options de souscription d'actions pour 23,8 millions d'euros;
- la plus-value sur la vente d'immobilisations comptabilisée en autre produit opérationnel pour 21,0 millions d'euros;
- le versement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle pour 5,7 millions d'euros.

En conséquence, le **flux de trésorerie disponible** généré durant le premier semestre 2013 a atteint 157,8 millions d'euros.

Pendant le premier semestre 2013, les **dividendes payés aux actionnaires de la société mère** se sont élevés à 51,3 millions d'euros (0,60 euro par action). Sur ce total, 17,3 millions d'euros ont été versés en numéraire et 34,0 millions d'euros ont été payés par l'émission de nouvelles actions.

La **variation de cours de monnaies étrangères**, déterminée sur l'exposition de la dette ou de la trésorerie par pays, a provoqué une diminution de la trésorerie de 14,0 millions d'euros, du fait principalement de la variation du cours de l'euro par rapport au cours de la livre sterling et de la roupie indienne. Pendant le premier semestre 2013, l'impact négatif de ces écarts de conversion a été respectivement de 7,7 millions d'euros et 3,9 millions d'euros.

Au premier semestre 2013, le Groupe a décidé d'exclure du flux de trésorerie disponible, l'impact de la variation de cours de monnaies étrangères.

L'objectif d'un tel changement est de fournir une estimation plus appropriée de la performance opérationnelle du Groupe et d'aligner la définition du flux de trésorerie disponible sur celle retenue par le marché et les principaux concurrents du secteur informatique. Ce changement aurait eu un impact à la hausse de 8,6 millions d'euros sur le flux de trésorerie disponible publié en 2012, dont 2,3 millions d'euros sur le premier semestre 2012.

C.3.3 Résultats de la Société Mère

Le résultat avant impôt de la société mère s'est élevé à 7,3 millions d'euros à fin juin 2013, comparé à 21,6 millions d'euros pour le premier semestre 2012.

C.4 Etats financiers consolidés résumés semestriels

C.4.1 Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2012 (12 mois)
Chiffre d'affaires	Note 2	4 290,0	4 366,0	8 844,3
Charges de personnel	Note 3	-2 277,2	-2 273,7	-4 502,2
Charges opérationnelles	Note 4	-1 733,8	-1 843,5	-3 762,1
Marge opérationnelle		279,0	248,8	580,0
En % du chiffre d'affaires		6,5%	5,7%	6,6%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-87,4	-78,4	-198,6
Résultat opérationnel		191,6	170,4	381,4
En % du chiffre d'affaires		4,5%	3,9%	4,3%
Coût de l'endettement financier net		-17,4	-16,5	-34,2
Autres charges financières		-26,7	-26,9	-54,7
Autres produits financiers		21,6	23,7	37,1
Résultat financier	Note 6	-22,5	-19,7	-51,8
Résultat avant impôt		169,1	150,7	329,6
Charge d'impôt	Note 7	-53,4	-47,7	-102,9
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-0,8	1,7	1,3
RESULTAT NET		114,9	104,7	228,0
Dont attribuable aux:				
- propriétaires de la société mère		116,3	101,8	223,8
- participations ne donnant pas le contrôle		-1,4	2,9	4,2

(en euros et en nombre d'actions)

Résultat net – attribuable aux propriétaires de la société mère	Note 8			
Nombre moyen pondéré d'actions		85 741 350	83 454 764	84 066 299
Résultat net par action – attribuable aux propriétaires de la société mère		1,36	1,22	2,66
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		98 590 700	95 906 735	96 696 049
Résultat net dilué par action - attribuable aux propriétaires de la société mère		1,26	1,14	2,48

C.4.2 Autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2012 (12 mois)
Résultat net de la période	114,9	104,7	228,0
Autres éléments du résultat global			
- à reclasser en compte de résultat (recyclables):	-44,0	24,8	-12,4
Variation de juste valeur des instruments financiers	-3,1	-2,0	-2,5
Variation de la réserve de conversion	-43,6	24,8	-8,9
Effet d'impôt sur les éléments recyclables directement reconnus en capitaux propres	2,7	2,0	-1,0
- non reclassés en compte de résultat (non-recyclables):	-2,5	-138,8	-241,6
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite	-3,2	-173,4	-326,6
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables directement reconnus en capitaux propres	0,7	34,6	85,0
Total Autres éléments du résultat global	-46,5	-114,0	-254,0
TOTAL RESULTAT GLOBAL	68,4	-9,3	-26,0
Dont attribuable aux:			
- propriétaires de la société mère	69,8	-12,1	-30,2
- participations ne donnant pas le contrôle	-1,4	2,8	4,2

C.4.3 Etats consolidés de la situation financière

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012	30 juin 2012
ACTIF				
Goodwill	Note 9	1 917,8	1 942,2	1 965,8
Immobilisations incorporelles		450,4	464,0	465,6
Immobilisations corporelles		634,8	667,8	683,1
Actifs financiers non courants		409,4	395,2	470,4
Instruments financiers non courants		1,9	0,6	-
Impôts différés actifs		411,1	362,5	436,4
Total des actifs non courants		3 825,4	3 832,3	4 021,3
Clients et comptes rattachés	Note 10	1 865,8	1 960,0	2 012,6
Impôts courants		67,0	36,3	28,9
Autres actifs courants		482,2	455,9	534,0
Instruments financiers courants		7,0	3,1	3,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 11	1 230,8	1 159,7	1 045,0
Total des actifs courants		3 652,8	3 615,0	3 623,5
TOTAL DE L'ACTIF		7 478,2	7 447,3	7 644,8

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2013	31 décembre 2012	30 juin 2012
PASSIF				
Capital social		87,1	85,7	84,6
Primes		1 899,0	1 842,5	1 802,2
Réserves consolidées		478,1	312,5	408,0
Ecart de conversion		-159,6	-116,0	-82,3
Résultat de l'exercice attribuables aux propriétaires de la société mère		116,3	223,8	101,8
Capitaux propres attribuable aux propriétaires de la société mère		2 420,9	2 348,5	2 314,3
Participations ne donnant pas le contrôle		23,5	30,8	31,1
Total capitaux propres		2 444,4	2 379,3	2 345,4
Provisions retraites et assimilées	Note 12	743,3	736,3	661,9
Provisions non courantes	Note 13	125,1	170,3	148,5
Passifs financiers		763,1	758,2	766,3
Impôts différés passifs		244,7	192,4	277,4
Instruments financiers non courants		10,0	12,6	6,2
Autres passifs non courants		10,1	10,6	11,4
Total des passifs non courants		1 896,3	1 880,4	1 871,7
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 15	1 112,1	1 026,8	1 054,2
Impôts courants		142,6	99,5	107,7
Provisions courantes	Note 13	175,3	236,7	380,2
Instruments financiers courants		13,0	2,6	8,5
Part à moins d'un an des passifs financiers		109,0	169,5	178,1
Autres passifs courants		1 585,5	1 652,5	1 699,0
Total des passifs courants		3 137,5	3 187,6	3 427,7
TOTAL DU PASSIF		7 478,2	7 447,3	7 644,8

C.4.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)	Exercice clos le 31 décembre 2012 (12 mois)
Résultat avant impôt		169,1	150,7	329,6
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 4	165,9	174,9	344,6
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions d'exploitation		-78,5	-90,5	-166,2
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions financières		6,9	3,4	8,3
Dotations/(Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		-18,5	-35,3	-56,3
Amortissement de la Relation Clients		22,0	20,2	43,2
(Plus)/Moins-values de cessions d'immobilisations		-13,1	-1,8	10,9
Charges nettes liées aux options de souscription d'actions et assimilées		5,7	7,0	17,2
Pertes/(Gains) sur instruments financiers		-0,1	-0,3	-1,9
Coût de l'endettement financier net	Note 6	17,4	16,5	34,2
Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôt		276,8	244,8	563,6
Impôts payés		-36,9	-30,8	-74,2
Variation du besoin en fonds de roulement		63,3	58,4	82,0
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		303,2	272,4	571,4
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-169,8	-155,3	-325,1
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		23,8	24,3	35,6
Investissements d'exploitation nets		-146,0	-131,0	-289,5
Décaissements / encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-4,7	114,7	97,4
Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice		-	0,1	2,2
Encaissements liés aux cessions financières		7,3	12,8	18,8
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		-	-0,4	-0,8
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		-	-	2,7
Investissements financiers nets		2,6	127,2	120,3
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-143,4	-3,8	-169,2
Augmentation de capital		-	-	23,4
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions		23,8	9,8	27,8
Dividendes versés aux actionnaires		-17,3	-	-14,9
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-5,7	-	-1,4
Décaissements liés aux acquisitions des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-0,5
Souscription de nouveaux emprunts	Note 14	12,8	27,5	8,9
Nouveaux contrats de location-financement	Note 14	1,9	0,8	0,1
Remboursements d'emprunts à long et à moyen terme	Note 14	-6,9	-33,0	-43,1
Coût de l'endettement financier net payé		-15,1	-12,7	-18,7
Autres mouvements liés aux opérations de financement		-56,6	7,8	8,7
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-63,1	0,2	-9,7
Variation de trésorerie		96,7	268,8	392,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		1 109,6	722,8	722,8
Variation de trésorerie	Note 14	96,7	268,8	392,5
Variation de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		-17,4	3,2	-5,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	Note 14	1 188,9	994,8	1 109,6

C.4.5 Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres – attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 1er janvier 2012 retraité	83 567	83,6	1 766,5	404,5	-107,1	-6,6	184,0	2 324,9	6,0	2 330,9
* Augmentation de capital	1 028	1,0	35,7	-26,9				9,8	11,3	21,1
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				184,0			-184,0	-		-
* Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle				-14,9				-14,9		-14,9
* Options de souscription d'actions et assimilées				7,0				7,0		7,0
* Autres				-0,3				-0,3	11,0	10,7
Transactions avec les actionnaires	1 028	1,0	35,7	148,9	-	-	-184,0	1,6	22,3	23,9
* Résultat net de la période							101,8	101,8	2,8	104,6
* Autres éléments du résultat global				-138,8	24,8			-114,0		-114,0
Total du résultat global de la période				-138,8	24,8		101,8	-12,2	2,8	-9,4
Au 30 juin 2012	84 595	84,6	1 802,2	414,6	-82,3	-6,6	101,8	2 314,3	31,1	2 345,4
* Augmentation de capital	1 108	1,1	40,3	-				41,4		41,4
* Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle				-				-	-1,4	-1,4
* Options de souscription d'actions et assimilées				10,2				10,2		10,2
* Autres				0,6				0,6	-0,3	0,3
Transactions avec les actionnaires	1 108	1,1	40,3	10,8	-	-	-	52,2	-1,7	50,5
* Résultat net de la période							122,0	122,0	1,4	123,4
* Autres éléments du résultat global				-102,8	-33,7	-3,5		-140,0		-140,0
Total du résultat global de la période				-102,8	-33,7	-3,5	122,0	-18,0	1,4	-16,6
Au 31 décembre 2012	85 703	85,7	1 842,5	322,6	-116,0	-10,1	223,8	2 348,5	30,8	2 379,3
Impact de la norme IAS 19 Révisé au 1er janvier 2013				-9,8				-9,8		-9,8
Au 1er janvier 2013	85 703	85,7	1 842,5	312,8	-116,0	-10,1	223,8	2 338,7	30,8	2 369,5
* Augmentation de capital	1 408	1,4	56,5	-34,1				23,8		23,8
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				223,8			-223,8	-		-
* Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle				-17,3				-17,3	-5,7	-23,0
* Options de souscription d'actions et assimilées				5,7				5,7		5,7
* Autres				0,2				0,2	-0,2	-
Transactions avec les actionnaires	1 408	1,4	56,5	178,3	-	-	-223,8	12,4	-5,9	6,5
* Résultat net de la période							116,3	116,3	-1,4	114,9
* Autres éléments du résultat global				-2,5	-43,6	-0,4		-46,5		-46,5
Total du résultat global de la période				-2,5	-43,6	-0,4	116,3	69,8	-1,4	68,4
Au 30 juin 2013	87 111	87,1	1 899,0	488,6	-159,6	-10,5	116,3	2 420,9	23,5	2 444,4

C.4.6 Notes annexes aux Etats financiers consolidés résumés semestriels

C.4.6.1 Bases de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés 2013 ont été établis conformément aux normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne au 30 juin 2013.

Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l' « International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l' « International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Ces normes et interprétations sont consultables sur :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les principes comptables, les règles de présentation et les méthodes de calcul mis en application pour les états financiers intermédiaires consolidés à fin juin 2013 sont conformes à ceux appliqués lors de l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2012 et présentés dans le Document de Référence de 2012.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2013 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ainsi, ces états financiers n'incluent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels et doivent être lus en coordination avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2012.

Les normes, les interprétations et les amendements aux normes en vigueur qui ont été publiés et qui sont d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 sont présentés ci-après :

- IAS 27 (révisée) - Etats financiers individuels ;
- IAS 28 (révisée) - Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ;
- IFRS 10 - Etats financiers consolidés ;
- IFRS 11 – Partenariats ;
- IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ;
- IFRS 13 - Evaluation de la juste valeur ;
- Amendements à IAS 1 - Présentation des autres éléments du résultat global (OCI) ;
- Amendement à IFRS 1 - Hyperinflation grave ;
- Amendement à IFRS 7 - Informations à fournir - compensation des actifs financiers et des passifs financiers ;
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 – Dispositions transitoires ;
- Amendements à divers états IFRS contenus dans les Améliorations Annuelles des IFRS (2009-2011) ;
- IFRIC 20 - Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert.

Les normes, les interprétations et les amendements aux normes en vigueur qui ont été publiés et qui ne sont pas d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 sont les suivants :

- Amendement à IFRS 1 – Prêts gouvernementaux ;
- Amendements à IAS 32 – Instruments financiers : Présentation.

L'impact de l'adoption des autres nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes sur les états financiers du Groupe est limité.

Les états financiers intermédiaires consolidés ne tiennent pas compte :

- des projets de normes à l'état d'exposé - sondage au niveau de
- l' « International Accounting Standards Board » (IASB).
- des nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes non encore approuvés par l'Union Européenne, notamment :
 - IFRS 9 - Instruments financiers ;
 - Amendements à IFRS 10, 12, et IAS 27 – Entités d'investissements ;
 - Amendements à IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ;
 - Amendements à IAS 39 – Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture ;
 - IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique.

A la date de ce rapport, l'impact de ces normes, amendements et interprétations sur les états financiers intermédiaires consolidés résumés est en cours d'évaluation.

C.4.6.2 Principes comptables significatifs

En complément des principes comptables indiqués dans le rapport annuel, les principes comptables suivants sont applicables pour les comptes intermédiaires :

Dépréciation d'actifs

Les goodwill et les actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation dès lors que des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Une perte de valeur est reconnue le cas échéant pour l'excès de valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable. De tels événements et circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- un écart significatif de la performance économique des actifs comparés au budget,
- une détérioration importante de l'environnement économique des actifs,
- la perte d'un client majeur,
- une hausse significative des taux d'intérêts.

Retraites et avantages similaires

Le principe de réévaluation des actifs et passifs de retraite lors des arrêtés intermédiaires est inchangé, c'est-à-dire que des réévaluations actuarielles ne sont mises en œuvre que si des mouvements importants interviennent dans les taux d'actualisation à utiliser selon la norme IAS 19 révisée, et sont limitées aux régimes les plus significatifs du Groupe. Pour les régimes moins significatifs, ou s'il n'y a pas de changements importants, des projections actuarielles sont utilisées.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, à compter du 1er janvier 2013, les coûts des plans de retraite sont reconnus au sein du résultat opérationnel du Groupe, à l'exception de l'intérêt sur les passifs nets (des actifs) qui est reconnu au sein du résultat financier.

Charge d'impôt

La charge d'impôt comprend la charge d'impôt sur le résultat et les impôts différés. Dans le cadre des comptes semestriels, la charge d'impôts du Groupe a été déterminée sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au « Résultat net avant impôt ». Le taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice est déterminé en fonction de la charge d'impôt prévue compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

Note 1 Variation de périmètre

Il n'y a pas eu de changement significatif de périmètre depuis le 1er janvier 2013.

Note 2 Information sectorielle

En accord avec la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revu par le principal décideur opérationnel puis réconcilié au résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le profit ou la perte des segments en calculant un résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est en charge de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président du Conseil d'Administration et Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

Le principal décideur opérationnel a réorganisé les secteurs opérationnels de la manière suivante :

Secteurs opérationnels	Activités
Allemagne	Conseil & Services Technologiques, Intégration de Systèmes, Infogérance et Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées (hors Atos Worldline et Atos Worldgrid) en Allemagne.
France	Conseil & Services Technologiques, Intégration de Systèmes, Infogérance et Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées (hors Atos Worldline and Atos Worldgrid) en France.
Royaume-Uni & Irlande	Conseil & Services Technologiques, Intégration de Systèmes, Infogérance et Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées en Irlande et au Royaume-Uni.
Benelux	Conseil & Services Technologiques, Intégration de Systèmes, Infogérance et Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées (hors Atos Worldline) au Belux et aux Pays-Bas.
Atos Worldline	Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées en Belgique, Chine, France, Allemagne, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande et Pays-Bas.
Europe Centrale & de l'Est	Intégration de Systèmes, Infogérance et Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées en Autriche, Bulgarie, Croatie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Russie, Serbie, Slovaquie and Turquie.
Amérique du Nord	Intégration de Systèmes, Infogérance au Canada et aux Etats-Unis.
Europe du Nord, du Sud & de l'Ouest	Intégration de Systèmes, Infogérance et Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées au Danemark, Finlande et les Pays Baltes, Grèce, Italie, Suède et Suisse.
Zone Ibérique	Conseil & Services Technologiques, Intégration de Systèmes, Infogérance et Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées (hors Atos Worldgrid) en Andorre, Portugal et Espagne.
Autres pays	Conseil & Services Technologiques, Intégration de Systèmes, Infogérance et Services Transactionnels de Haute Technologie & Activités Spécialisées (hors Atos Worldline) en Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Egypte, Hong-Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Mexique, Maroc, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, EAU, et aussi Atos Worldgrid (Chine, France, Allemagne, Italie et Espagne) et les activités de Major Events.

Les transferts et les transactions entre les différents secteurs sont effectués dans des conditions commerciales normales qui seraient également applicables à des tierces parties non liées.

Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

En ligne avec la filialisation les activités de paiement, l'adaptation de l'organisation d'Atos a entraîné les changements suivants :

- L'Entité Opérationnelle Europe du Nord, du Sud & de l'Ouest (N&SWE) a été scindée avec i) les pays nordiques transférés à "Benelux & Pays Nordiques" et ii) la Suisse et l'Italie ont rejoint "Europe Centrale & de l'Est". La décision de réduire le nombre d'Entités Opérationnelles reflète l'objectif d'optimiser l'efficacité opérationnelle et de réduire les coûts indirects.
- L'entité AWFM (Atos Worldline Financial Markets), déjà sous le contrôle de la nouvelle équipe de direction de la France a été transférée à l'Entité Opérationnelle France. En termes de Ligne de Services, AWFM fait partie d'Intégration de Systèmes.
- L'entité Atos Worldgrid est reportée au sein de la Ligne de Services Intégration de Systèmes. Les entités locales Atos Worldgrid (France, Italie, Espagne, Allemagne et Asie Pacifique) sont reportées dans leurs Entités Opérationnelles respectives.

Sous IFRS 8, aucune modification n'a été apportée aux segments opérationnels pendant le premier semestre 2013. La réconciliation avec les entités opérationnelles et les Lignes de Services en annexe de la communication financière, y compris les chiffres pro forma au premier semestre 2012, est détaillée dans la revue opérationnelle du présent document.

L'information des segments opérationnels pour la période est la suivante:

(en millions d'euros)	Allemagne	France	Royaume Uni & Irlande	Benelux	Atos Worldline	Europe centrale et de l'Est	Amérique du Nord	Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest	Zone Ibérique	Autres Pays	Total Segments opération- nels	Direction des Lignes de Services	Autres Corporate	Elimination	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2013															
Chiffre d'affaires par secteur	800,4	445,8	833,4	466,9	462,8	285,4	311,8	188,2	151,8	343,5	4 290,0				4 290,0
%	18,7%	10,4%	19,4%	10,9%	10,8%	6,7%	7,3%	4,4%	3,5%	8,0%	100,0%				100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	85,2	41,9	16,4	38,3	13,7	58,1	12,2	10,5	7,9	111,9	396,1		56,7	-452,8	-0,0
Total chiffre d'affaires	885,6	487,7	849,8	505,2	476,5	343,5	324,0	198,7	159,7	455,4	4 686,1		56,7	-452,8	4 290,0
Marge opérationnelle par secteur	51,8	1,5	64,4	46,6	78,9	18,5	24,5	14,6	2,9	28,5	332,2	-	-53,2		279,0
%	6,5%	0,3%	7,7%	10,0%	17,0%	6,5%	7,9%	7,8%	1,9%	8,3%	7,7%				6,5%
Total actifs sectoriels	874,5	590,8	1 012,4	842,3	709,1	340,1	212,5	232,5	201,6	651,8	5 667,6		101,7		5 769,3
Semestre clos le 30 juin 2012															
Chiffre d'affaires par secteur	839,5	499,9	812,2	492,6	457,1	269,3	275,4	202,4	164,8	352,8	4 366,0		-		4 366,0
%	19,2%	11,5%	18,6%	11,3%	10,5%	6,2%	6,3%	4,6%	3,8%	8,1%	100,0%				100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	69,8	45,6	14,7	33,5	12,4	48,1	7,0	6,2	5,3	96,2	338,8		8,0	-346,8	
Total chiffre d'affaires	909,3	545,5	826,9	526,1	469,5	317,4	282,4	208,6	170,1	449,0	4 704,8		8,0	-346,8	4 366,0
Marge opérationnelle par secteur	65,6	0,5	55,6	33,6	78,6	26,8	23,3	13,2	2,5	19,1	318,8	-	-70,0		248,8
%	7,8%	0,1%	6,8%	6,8%	17,2%	10,0%	8,5%	6,5%	1,5%	5,4%	7,3%				5,7%
Total actifs sectoriels	1 003,3	624,0	1 078,6	941,8	707,7	340,9	225,0	301,9	202,2	557,7	5 983,1		151,4		6 134,5

Les actifs sectoriels sont réconciliés avec le total actif comme suit:

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)
Total actifs sectoriels	5 769,3	6 134,5
Actifs d'impôts courants et différés	478,1	465,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 230,8	1 045,0
Total ACTIF	7 478,2	7 644,8

Note 3 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)	% du chiffre d'affaires
Salaires	-1 803,0	42,0%	-1 777,6	40,7%
Charges sociales	-476,0	11,1%	-479,1	11,0%
Taxes, formation, intéressement et participation	-30,4	0,7%	-34,2	0,8%
Options de souscription d'actions et assimilées	-5,7	0,1%	-7,0	0,2%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	-2,0	0,0%	1,3	0,0%
Différence entre les contributions payées et la charge nette liée aux engagements de retraite (*)	39,9	-0,9%	22,9	-0,5%
Total	-2 277,2	53,1%	-2 273,7	52,1%

(*) Différence entre le total payé aux fonds de pension et la charge nette des engagements de retraite selon IAS 19R.

Note 4 Charges opérationnelles

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance - Direct	-641,5	15,0%	-676,3	15,5%
Achats de logiciels et de matériels informatiques	-206,2	4,8%	-220,7	5,1%
Coûts de maintenance	-194,9	4,5%	-198,8	4,6%
Charges locatives	-149,8	3,5%	-146,6	3,4%
Télécommunications	-142,9	3,3%	-146,3	3,4%
Transports et déplacements	-84,9	2,0%	-97,6	2,2%
Véhicules d'entreprise	-50,4	1,2%	-49,8	1,1%
Honoraires	-83,6	1,9%	-113,8	2,6%
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	-17,6	0,4%	-16,7	0,4%
Autres charges	-62,9	1,5%	-70,7	1,6%
Sous-total charges	-1 634,7	38,1%	-1 737,3	39,8%
Amortissements des immobilisations (Dotations) / Reprises nettes aux provisions	-165,9	3,9%	-174,9	4,0%
Plus et moins-values d'immobilisations cédées	40,6	-0,9%	66,3	-1,5%
Pertes sur créances irrécouvrables	-6,1	0,1%	-1,8	0,0%
Production immobilisée	-4,2	0,1%	-8,6	0,2%
	36,5	-0,9%	12,8	-0,3%
Sous-total autres charges	-99,1	2,3%	-106,2	2,4%
Total	-1 733,8	40,4%	-1 843,5	42,2%

Note 5 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-48,3	-27,6
Rationalisation et frais associés	-21,2	-10,7
Coûts d'intégration et coûts d'acquisition	-10,4	-25,8
Amortissement Relation Clients	-22,0	-20,2
Autres	14,5	5,9
Total	-87,4	-78,4

Les 48,3 millions d'euros de **coûts de réorganisation des effectifs** ont été induits à la fois par l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe au contexte de récession économique européenne et par la rationalisation des niveaux intermédiaires d'encadrement qui a été réalisée principalement au Benelux, en Zone Ibérique et au Corporate.

Les 21,2 millions d'euros de **coûts de rationalisation et frais associés** ont été engendrés essentiellement par la fermeture de bureaux et la réorganisation des centres de traitement informatique, principalement en Allemagne (5,8 millions d'euros), en Amérique Latine (10,3 millions d'euros) dans le cadre du programme TOP2, et au Benelux (3,8 millions d'euros) en lien avec le plan de restructuration.

Les **coûts d'intégration**, pour 10,4 millions d'euros, se sont composés des coûts de réorganisation des infrastructures informatiques et d'homogénéisation des outils et processus dans les sociétés issues de l'acquisition de SIS.

Les **autres éléments**, pour 14,5 millions d'euros, se sont principalement constitués de plus-values sur cessions d'immobilisations.

Note 6 Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-15,1	-15,5
Intérêts financiers liés aux locations-financement	-0,4	-0,6
Résultat des cessions d'équivalents de trésorerie	-	0,7
Gains/(pertes) actuariels	-1,9	-1,1
Coût de l'endettement financier net	-17,4	-16,5

Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)
Gains/(pertes) de change et couvertures liées	0,2	2,0
Gains/(pertes) liés à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	1,2	-1,1
Charges financières d'actualisation	-	-0,1
Autres produits/(charges) financiers	-6,5	-4,0
Total Autres produits/(charges) financiers	-5,1	-3,2
Dont		
- Autres charges financières	-26,7	-26,9
- Autres produits financiers	21,6	23,7

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 22,5 millions d'euros sur la période (contre une charge de 19,7 millions d'euros à fin juin 2012) et est composé d'un coût de l'endettement financier net de 17,4 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 5,1 millions d'euros.

Les coûts financiers non opérationnels se sont élevés à 5,1 millions d'euros comparés à 3,2 millions d'euros en juin 2012 et étaient principalement composés de coûts financiers relatifs aux pensions (6,6 millions d'euros comparés à 2,5 millions d'euros en 2012) et correspondent à la différence entre les produits financiers des actifs des fonds de pension, et le coût de désactualisation des engagements.

Note 7 Charge d'impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre de l'exercice 2013 s'est élevée à 53,4 millions d'euros (incluant, depuis 2009, la CVAE - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) pour un résultat avant impôt de 169,1 millions d'euros. L'application d'un Taux d'Impôt Effectif (TIE) normalisé de 33,2% calculé sur une année pleine puis ajusté de l'impact fiscal des éléments inhabituels a mené à un TIE de 31,6%.

Note 8 Résultat net par action

Les instruments dilutifs sont constitués des options de souscription d'actions (correspondant à 2 052 448 options) et des obligations convertibles (d'un nombre équivalent à 10 796 902 actions, dont 5 414 717 émises en 2009 et 5 382 131 émises en 2011). Parmi les instruments financiers, seules les obligations convertibles engendrent un retraitement au niveau du résultat net servant de base de calcul du résultat dilué par action. Ce retraitement de 8,1 millions d'euros correspond à la charge d'intérêt relative à la composante dette de cet instrument, nette d'impôts différés (4,9 millions d'euros émis en 2009 et 3,2 millions d'euros émis en 2011).

Le nombre total moyen d'options de souscription d'actions non exercées au 30 juin 2013 s'élève à 7 164 324 actions.

(en millions d'euros et en unités)	Semestre clos le 30 juin 2013 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2012 (6 mois)
Résultat net – attribuable aux propriétaires de la société mère [a]	116,3	101,8
Impact des instruments dilutifs	8,1	7,9
Résultat net retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la société mère [b]	124,4	109,7
Nombre moyen d'actions en circulation [c]	85 741 350	83 454 764
Impact des instruments dilutifs [d]	12 849 350	12 451 971
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	98 590 700	95 906 735
Résultat net par action en euros [a]/[c]	1,36	1,22
Résultat net par action dilué en euros [b]/[e]	1,26	1,14

Note 9 Goodwill

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	Cessions/ dépréciations	Regroupe- ment d'entreprises	Variations de change	30 juin 2013
Valeur brute	2 521,4	-	-	-35,7	2 485,7
Perte de valeur	-579,2	-	-	11,3	-567,9
Valeur nette	1 942,2	-	-	-24,4	1 917,8

Les tests de dépréciation réalisés dans le cadre des états financiers intermédiaires consolidés se limitent aux:

- Unités Génératrices de Trésorerie pour lesquelles un évènement exceptionnel s'est produit indiquant que la valeur de leurs actifs peut être altérée ;
- Unités Génératrices de Trésorerie dites « sensibles » de la période 2013 pour lesquelles la valeur recouvrable des actifs est proche de leur valeur comptable.

Pendant ce semestre, le Groupe a réalisé un test de dépréciation pour deux unités génératrices de trésorerie « sensibles », la France et la Zone Ibérique, et a conclu qu'aucune charge complémentaire n'était à comptabiliser à fin juin 2013.

Note 10 Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Valeur brute	1 968,3	2 051,7
Coûts de transition	10,9	12,6
Provisions pour créances douteuses	-113,4	-104,3
Valeur nette de l'actif	1 865,8	1 960,0
Avances et acomptes reçus	-56,8	-69,9
Produits constatés d'avance et clients créditeurs	-437,5	-483,8
Créances clients nettes	1 371,5	1 406,3
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)	44	44

Note 11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	523,7	493,8
SICAV monétaires	707,1	665,9
Total	1 230,8	1 159,7

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, le groupe peut à tout moment, investir dans des SICAV monétaires ou dans des comptes bancaires rémunérés ayant une maturité inférieure à trois mois.

Note 12 Engagements de retraites

Le montant total reconnu dans les comptes du Groupe au titre des plans de retraites et autres avantages à long terme s'élève à 381,6 millions d'euros.

Le Groupe a adopté la norme IAS 19 révisée au 1er janvier 2013. Les principales conséquences en sont que les coûts des services passés sont désormais reconnus immédiatement, que les taux de rendement attendus des actifs sont remplacés par un revenu d'intérêt calculé sur la base d'un taux égal au taux d'actualisation, que les hypothèses de mortalité incluent systématiquement une anticipation des changements futurs de l'espérance de vie, et que les taxes sont incluses dans les passifs des plans.

L'évaluation des passifs est très sensible aux taux d'intérêt à long terme, qui servent de base à la détermination du taux d'actualisation utilisé selon la norme IAS19 R. Pour les principales zones monétaires, les taux d'actualisation de référence n'ont pas évolué significativement depuis le 31 décembre 2012, si bien que les passifs et actifs de retraite pour les principaux plans dans ces zones n'ont pas été réévalués au 30 juin 2013. Les passifs sont donc évalués sur la base des hypothèses suivantes, sans changement depuis le 31 décembre 2012 :

	30 juin 2013 31 décembre 2012	30 juin 2012	31 décembre 2011
Zone euro (plans à durée longue)	3,65%	4,15%	4,95%
Zone euro (autres plans)	3,00%	3,40%	4,50%
Royaume-Uni	4,50%	4,70%	4,70%

Au cours du premier semestre 2013, les événements significatifs suivants ont eu lieu, permettant de réduire l'impact de l'augmentation du coût des services rendus liée à la baisse des taux d'actualisation :

- le pourcentage d'accumulation des retraites a été réduit pour stabiliser le niveau de cotisation ;
- trois alternatives d'adaptation de leurs rentes ont été offertes à certains bénéficiaires de retraites au Royaume-Uni.

En Allemagne, les passifs ont augmenté du fait d'un transfert de personnel suite au gain d'un contrat d'infogérance. Les passifs transférés représentent 9,9 millions d'euros et ont été financés par le client.

En conséquence de l'adoption de la norme IAS 19 révisée, 8,9 millions d'euros de coût des services passés non reconnus ont été ajoutés aux passifs de retraite, ainsi que divers autres retraitements pour un montant total de 2,9 millions d'euros. Le tableau ci-dessous compare les éléments financiers du premier semestre 2013 avec les éléments correspondants au 31 décembre 2012, avant et après retraitements selon IAS19 R.

L'évolution des provisions de retraites au cours du semestre s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2012
	IAS19 R	Retraité IAS19 R	Publié IAS19
Montant reconnu dans les états financiers :			
Charges payées d'avance - régimes postérieurs à l'emploi	361,7	340,8	340,8
Charges à payer - régimes postérieurs à l'emploi et autres régimes à long terme	-743,3	-748,1	-736,3
Montant total reconnu au bilan	-381,6	-407,3	-395,5

L'impact net des plans de retraite au compte de résultat du Groupe peut être synthétisé de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2013	Semestre clos le 30 juin 2012	Semestre clos le 30 juin 2012	Exercice clos le 31 décembre 2012	Exercice clos le 31 décembre 2012
	IAS 19 R	Retraité IAS19R	Publié IAS19	Retraité IAS19R	Publié IAS19
Marge opérationnelle	-22,4	-40,2	-34,7	-78,0	-73,1
Autres produits et charges	0,3	-	-	-	-
Résultat financier	-6,6	-1,0	-2,5	-2,0	-6,6
Impact total sur le résultat	-28,7	-41,2	-37,2	-80,0	-79,7

La réconciliation des positions d'ouverture et de clôture s'effectue comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2012
	IAS19 R	Retraité IAS19 R	Publié IAS19
Montant reconnu en début de période	-407,3	-110,7	-98,0
Reclassification autres passifs courants	-1,8	-9,0	-9,0
Coût net périodique - régimes postérieurs à l'emploi	-24,4	-68,0	-66,1
Prestations payées / cotisations employeur	54,6	120,0	120,0
Variations de périmètre	-10,2	-11,8	-11,8
Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global	-3,2	-323,8	-326,6
Autres	10,7	-4,0	-4,0
Montant reconnu en fin de période	-381,6	-407,3	-395,5

Note 13 Provisions

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (*)	30 juin 2013	Courantes	Non courantes
Réorganisation	123,6	32,6	-85,6	-5,3	-0,9	64,4	54,7	9,7
Rationalisation	48,6	10,0	-11,8	-3,2	7,9	51,5	17,6	33,9
Engagements sur projets	130,1	19,2	-39,6	-17,4	-7,5	84,8	57,8	27,0
Risques et litiges	104,7	14,1	-8,1	-10,5	-0,5	99,7	45,2	54,5
Total provisions	407,0	75,9	-145,1	-36,4	-1,0	300,4	175,3	125,1

(*) Le poste Autres se compose principalement des ajustements de conversion des devises et des impacts des variations de périmètre de consolidation

Note 14 Passifs financiers

Variation de l'endettement net sur l'exercice

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Endettement / (Trésorerie) net(te) en début de période	-232,1	141,8
Souscription des nouveaux emprunts	12,8	8,9
Obligations convertibles	2,4	15,8
Remboursement d'emprunts à long et moyen termes	-6,9	-43,1
Variation de trésorerie à court terme	-96,7	-392,5
Nouveaux contrats de location-financement	1,9	0,1
Emprunts à long et moyen terme des sociétés cédées au cours de la période	-	0,8
Emprunts à long et moyen terme des sociétés acquises au cours de la période	-	25,8
Variation de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen termes	14,0	8,6
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	2,6	3,3
Autres mouvements liés aux opérations de financement	-56,6	-1,6
Endettement / (Trésorerie) net(te) en fin de période	-358,6	-232,1

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles sous contrat de location financement s'élève à 25,5 millions d'euros.

Disponibilités et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 230,8	1 159,7
Découverts	-41,9	-50,1
Disponibilités et équivalents de trésorerie	1 188,9	1 109,6

Note 15 Fournisseurs et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Dettes fournisseurs	1 106,6	1 021,3
Dettes fournisseurs d'immobilisations	5,5	5,5
Dettes fournisseurs	1 112,1	1 026,8
Paiements d'avance nets	-9,6	-40,4
Charges constatées d'avance	-191,0	-145,7
Total	911,5	840,7
Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)	84	71

L'échéance des dettes fournisseurs et comptes rattachés est à moins d'un an.

Note 16 Approbation des états financiers intermédiaires

Les comptes financiers intermédiaires ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 24 juillet 2013.

C.5 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Atos S.E., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 25 juillet 2013

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Christophe Patrier

Grant Thornton
*Membre français de Grant Thornton
International*

Victor Amselem

D GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

D.1 Renouveau et nomination d'administrateurs

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société du 29 mai 2013 a approuvé l'ensemble des propositions de renouvellement de mandats d'administrateurs qui lui étaient soumises. A ce titre, elle a approuvé le renouvellement des mandats d'administrateur de Madame Aminata Niane (de nationalité sénégalaise) et de Monsieur Vernon Sankey (de nationalité britannique). Elle a également nommé Madame Lynn Paine (de nationalité américaine) en qualité d'administrateur, et procédé à la réélection de Madame Jean Fleming (de nationalité britannique) en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires au sein du Conseil d'Administration.

Biographie de Madame Lynn Paine

Lynn Sharp Paine	Chaire John G. McLean Professeur de gestion et d'administration des affaires / Vice-doyenne d'Harvard Business School
Nombre d'actions : 500	
Date de naissance : 17/07/1949	
Nationalité : américaine	
Date de nomination : 29 mai 2013	
Date de fin du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice 2015	
	Formation
	J.D., <i>cum laude</i> , Harvard Law School, 1979
	Doctorat en Philosophie, Oxford University, 1976
	B.A., <i>summa cum laude</i> , Smith College, 1971
	Mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2012
	<i>Etranger</i>
	Membre public du Governing Board , Center for Audit Quality, Washington, D.C.
	Academic Advisory Council , Hills Program on Governance – Center for Strategic and International Studies, Washington, D.C.
	Selection Panel , Luce Scholars Program, Henry Luce Foundation, NYC
	Mandats précédemment exercés au cours des cinq dernières années
	Membre du Conseil consultatif , Conference Board Governance Center, NYC (2009-2011)
	Administrateur : RiskMetrics Group (ayant fusionné avec MSCI en juin 2010) (2008-2010) et membre du Comité des Rémunérations et Ressources Humaines
	Membre : Conference Board Task Force on Executive Compensation NYC (2009)

Lynn Paine est Vice-Doyenne de la Harvard Business School où elle préside et coordonne les enseignements sur la gouvernance d'entreprise. Spécialiste américaine de renommée mondiale, elle co-préside aujourd'hui l'« Executive Program » d'Harvard consacré à la Chine. Elle a cofondé et dirigé le programme « Management et Responsabilité Sociale d'Entreprise » (Leadership and Corporate Accountability) dispensé au sein des MBA et Advanced Management Program d'Harvard. En complément de son activité de formation et de consultante pour de nombreuses entreprises, elle a siégé dans plusieurs comités consultatifs, notamment au sein de la commission du Conference Board sur la transparence financière dans les entreprises privées.

D.2 Composition du Conseil d'Administration

A la date du dépôt de la présente actualisation du document de référence, le Conseil d'administration est composé des 13 administrateurs suivants, dont 7 indépendants :

Nom de l'administrateur	Date de première nomination ou du dernier renouvellement	Date d'échéance du mandat
Mr. Thierry BRETON	30 mai 2012	AG 2015
Mr. Nicolas BAZIRE*	30 mai 2012	AG 2014
Mr. Jean-Paul BECHAT*	30 mai 2012	AG 2015
Mr. Roland BUSCH	1 ^{er} juillet 2011	AG 2014
Mrs. Jean FLEMING	29 mai 2013	AG 2017
Mr. Bertrand MEUNIER*	30 mai 2012	AG 2015
Mrs. Colette NEUVILLE*	30 mai 2012	AG 2014
Mrs. Aminata NIANE*	29 mai 2013	AG 2016
Mr. Michel PARIS	30 mai 2012	AG 2014
Mrs. Lynn SHARP PAINE	29 mai 2013	AG 2016
Mr Pasquale PISTORIO*	30 mai 2012	AG 2015
Mr. Vernon SANKEY*	29 mai 2013	AG 2016
Mr. Lionel ZINSOU-DERLIN	30 mai 2012	AG 2014

* Administrateur indépendant

D.3 Plan d'attribution d'actions de performance

Dans le cadre de l'autorisation donnée pour trente-huit mois par l'Assemblée générale mixte du 30 mai 2012 (dix-huitième résolution), le Conseil d'Administration, lors de la réunion du 24 juillet 2013, a décidé sur la recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, de procéder à l'attribution de 723 335 actions de performance ordinaires de la Société, à émettre au profit des premières lignes managériales d'Atos, soit 705 bénéficiaires, incluant le dirigeant mandataire social.

Les conditions de performance du nouveau plan portent sur des critères internes financiers annuels liés à la profitabilité et au flux de trésorerie disponible identiques à celles du précédent plan du 22 décembre 2011, mais sont renforcées dès lors que celles-ci sont cumulatives. En conséquence, il convient de remplir l'ensemble des conditions de performance sur les deux années pour avoir le droit à l'acquisition de 100% des actions attribuées.

De plus, l'exigence du plan a été renforcée par l'ajout d'une condition externe, liée à la performance sociale et environnementale de l'entreprise. Le Conseil d'Administration a constaté le caractère particulièrement exigeant de ces conditions de performance.

Il est précisé que si l'une ou plusieurs des conditions de performance tant externe qu'internes n'était pas vérifiée pour la première ou la seconde année du plan, les actions de performance deviendraient caduques.

Les caractéristiques du plan d'attribution d'actions de performance sont les suivantes :

1. Condition de Présence : sous réserve de certaines exceptions prévues dans le plan, l'attribution des actions de performance est conditionnée à la conservation de la qualité de salarié ou de mandataire social par le bénéficiaire pendant la période d'acquisition ;

2. Conditions de Performance : L'attribution des actions de performance est également soumise à la réalisation de cinq conditions de performance suivantes, internes et externe, calculées sur les années consécutives 2013 et 2014.

Conditions de performance interne

Au titre de chacune des deux années 2013 et 2014 :

- le free cash flow Groupe (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes pour l'année concernée, est au moins égal à l'un des deux montants suivants :
 - (i) **85%** du montant du free cash flow Groupe (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes, figurant dans le budget de la Société pour l'année concernée, ou
 - (ii) le montant du free cash flow Groupe (flux de trésorerie disponible), avant dividende et résultat acquisitions/ventes, de l'année précédente, **augmenté de 10%** ;
- la marge opérationnelle Groupe pour l'année concernée est au moins égale à l'un des deux montants suivants :
 - (i) **85%** du montant de la marge opérationnelle Groupe figurant dans le budget de la Société pour l'année concernée, ou
 - (ii) le montant de la marge opérationnelle Groupe de l'année précédente, **augmenté de 10%** ;

Étant précisé que les indicateurs des quatre conditions de performance décrites ci-dessus seront calculés à taux de change et périmètre constants.

Condition de performance externe

- Au titre de l'année 2013, Atos doit obtenir au moins le rating GRI A (ou équivalent) ; ou, faire partie du European Dow Jones Sustainability Index 2013 ; et
- Au titre de l'année 2014, Atos doit obtenir au moins le rating GRI A (ou équivalent) ; ou, faire partie du European Dow Jones Sustainability Index 2014.

3. Périodes d'acquisition et de conservation :

L'attribution d'actions de performance décidée par le Conseil d'administration d'Atos du 24 juillet 2013 comporte deux plans (France et International). Les deux plans se distinguent selon que le bénéficiaire est un salarié lié à une société du groupe située en France ou à l'étranger.

Plan France : Les bénéficiaires d'actions de performance acquerront définitivement les actions de performance qui leur sont attribuées au deuxième anniversaire de la date d'attribution, étant précisé que celles-ci seront en outre soumises à la condition de présence précitée, sous réserve de certaines exceptions stipulées dans le plan ; les bénéficiaires seront en outre tenus de conserver leurs actions ainsi acquises pendant une période de deux ans suivant cette date. Le dirigeant mandataire social est bénéficiaire du plan France.

Plan International : Les bénéficiaires d'actions de performance salariés des sociétés du Groupe Atos dont le siège social est établi en dehors de la France, acquerront définitivement les actions de performance qui leur sont attribuées au quatrième anniversaire de la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte des conditions de performance et de la condition de présence susvisée. Les actions ainsi acquises ne seront soumises à aucune obligation de conservation et seront immédiatement cessibles par leurs bénéficiaires.

4. Dispositions supplémentaires spécifiques applicables au dirigeant mandataire social :

Le Conseil d'administration a attribué 45 000 actions de performance au Président-directeur général. Ce montant prend en compte les recommandations du Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF à l'égard du dirigeant mandataire social, ainsi que les éléments de sa rémunération à trois ans tels qu'arrêtés par la décision du Conseil d'administration du 30 mai 2012.

Dans son analyse, le Conseil d'administration, sur l'avis du Comité des nominations et des rémunérations, a considéré les éléments suivants :

- l'attribution de 45 000 actions de performance au Président-directeur général représente environ 6% du nombre total d'actions attribuées ;
- le nombre d'actions attribué au Président-directeur général représente une rémunération en titres d'environ 43% de sa rémunération globale ;
- s'appliquera au dirigeant mandataire social l'obligation de conservation de 15% des actions de performance qui lui seraient attribuées pendant toute la durée de ses fonctions ;
- les conditions de l'article L. 225-197-6 du Code de commerce applicables à cette attribution sont réunies en raison de l'existence d'un accord de participation dérogatoire.

E EVOLUTION DU CAPITAL ET PERFORMANCE BOURSIERE

E.1 Informations de base

Les actions d'Atos SE sont cotées sur le marché NYSE Euronext Paris sous le code ISIN FR0000051732. Les actions sont cotées à Paris depuis 1995, elles ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché. Atos SE est la seule société cotée du Groupe.

E.1.1 Transactions des titres (Euronext)

Nombre de titres	: 87 111 003
Classification sectorielle	: Technologie de l'information
Indice principal	: CAC AllShares
Autres indices	: CAC IT, CAC IT20, CAC Next20, Euronext 100, SBF120
Marché	: NYSE Euronext Paris Compartiment A
Place de cotation	: Euronext Paris (France)
Code	: ATO (Euronext)
Code ISIN	: FR0000051732
Eligibilité PEA/SRD	: oui/ oui

Les codes les plus courants sont les suivants :

Source	Codes	Source	Codes
Euronext	ATO	Reuters	ATOS.PA
AFP	ATO	Thomson	ATO FR
Bloomberg	ATO FP		

La classification sectorielle sur Euronext est la suivante :

Euronext: Secteur Classification Industrie Classification

9000 AEX Technology
9530 AEX Software and Computer services
9533 Computer Services

Les titres font partie des indices suivants :

Indice	Type	Code ISIN	Place de marché
Euronext (Compartiment A)	Indice global		Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne
Euronext CAC 70	Indice global		Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne
Euronext 100	Indice global	FR0003502079	Paris-Amsterdam-Bruxelles-Lisbonne
SBF 80	Indice global	FR0003999473	Paris PX8
SBF 120	Indice global	FR0003999481	Paris PX4
SBF 250	Indice global	FR0003999499	Paris PX5
CAC IT20	Indice sectoriel	QS0010989091	Paris CIT20
CAC IT	Indice sectoriel	FR0003501980	Paris PXT
DJ Euro Stoxx Techno	Indice sectoriel	EUR0009658541	Germany-Xetra SX8E
CAC Technology	Indice sectoriel	QS0011017827	Paris
CAC Software & Computer Services	Indice sectoriel	FR0000051732	Paris
Développement durable : ASPI Eurozone, FTSE4Good, Europa EMP 100 Europa CAP 100, ECPI Ethical Index Euro			

E.1.2 Evolution du flottant

Le flottant des actions du Groupe exclut les participations détenues par les actionnaires de référence, à savoir les deux principaux actionnaires, Financière Daunou 17 (PAI Partners), détenant 21,0% du capital au 30 juin 2013 et Siemens Beteiligungen Inland GmbH (détenue par Siemens AG, groupe Siemens) détenant une participation de 14,3% du capital qu'il s'est engagé à conserver jusqu'au 30 juin 2016. Aucun autre actionnaire de référence n'a annoncé sa volonté de maintenir une participation stratégique dans le capital émis par le Groupe. Les participations détenues par les salariés sont également exclues du flottant.

<i>Au 30 juin 2013</i>	Actions	% du capital	% des droits de vote
Auto détention	137 193	0,2%	0,0%
PAI Partners	18 288 376	21,0%	21,0%
Siemens	12 483 153	14,3%	14,3%
Salariés	1 726 402	2,0%	2,0%
Flottant	54 475 879	62,5%	62,5%
Total	87 111 003	100,0%	100,0%

E.2 Dividendes

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires réunie le 29 mai 2013 a approuvé la mise en paiement en 2013 d'un dividende de 0,60 euro par action au titre du résultat de l'exercice 2012, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions.

Au titre des trois derniers exercices, les dividendes ont été les suivants :

Exercice	Dividende versé par action (en euros)
2012	0,60 euro
2011	0,50 euro
2010	0,50 euro

E.3 Calendrier financier

24 octobre 2013 Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2013

E.4 Contacts

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, contacter :

Gilles Arditti, Group Senior Vice-Président Relations

Investisseurs et Communication Financière,

Tél. : +33 (0) 1 73 26 00 66,

gilles.arditti@atos.net

Ou envoyer toute demande d'information à l'adresse : investors@atos.net.

E.5 Capital

E.5.1 Capital au 30 juin 2013

Au 30 juin 2013, le capital social du Groupe s'élevait à 87 111 003 euros, divisé en 87 111 003 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Depuis le 31 décembre 2012, le capital a été augmenté de 1 407 573 euros, correspondant à l'émission de 1 407 573 actions nouvelles se répartissant comme suit :

- 703 967 actions nouvelles résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 23.092.392,41 euros
- 702 606 actions nouvelles résultant du paiement du dividende relatif à l'exercice 2012 en actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 33.689.958 euros, et
- 1 000 actions nouvelles résultant de l'acquisition définitive d'actions de performance.

E.5.2 Pacte d'actionnaires

Aucun pacte d'actionnaires n'a été notifié à la Société pour dépôt auprès des autorités boursières et, à la connaissance de la Direction du Groupe, il n'existe aucune action de concert ni aucun accord similaire.

Lors de l'acquisition par la Société auprès de Siemens de son ancienne filiale SIS, le groupe Siemens s'est engagé à conserver sa participation de 12 483 153 actions de la Société jusqu'au 30 juin 2016.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre accord susceptible d'avoir une incidence significative en cas d'offre publique sur le capital social de la Société.

E.5.3 Auto-détention

E.5.3.1 Le cadre juridique

La 12^{ème} résolution votée par l'Assemblée Générale Mixte du 29 mai 2013 a renouvelé, au bénéfice du Conseil d'administration, l'autorisation d'acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions. Ces rachats ne peuvent porter sur plus de 10% des actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale, étant précisé que s'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Ces achats peuvent être effectués en vertu de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- de les conserver et de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le respect des pratiques de marché admises par l'AMF, étant précisé que le montant maximum d'actions acquises par la Société à cet effet ne peut excéder 5% du capital,
- d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF,
- de les attribuer ou de les céder aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables notamment dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, (iii) du régime de l'attribution gratuite d'actions prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration appréciera,
- de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'administration appréciera, ou
- de les annuler totalement ou partiellement par voie de réduction du capital social en application de la treizième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 29 mai 2013 ;

Le prix d'achat maximum par action est fixé à 81,99 euros (hors frais).

Le Conseil d'Administration peut ajuster le prix d'achat susmentionné en cas d'incorporation de primes, de réserves ou de bénéfices, donnant lieu, soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximum de fonds destinés au programme de rachat s'élève en conséquence à 702 682 422,57 euros, tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2012.

Cette autorisation a été octroyée pour une durée de dix-huit mois à compter du 29 mai 2013.

E.5.3.2 L'auto-détention

Au 30 juin 2013, la Société détenait 137 193 actions soit 0,16% du capital représentant une valeur de portefeuille de 7.822.744,86 euros sur la base du cours de la bourse du 28 juin 2013 et une valeur comptable de 5 041 889,09 euros. Ces actions sont affectées à l'allocation d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou de son Groupe et correspondent à la couverture des engagements relatifs aux plans LTI et MIP.

E.5.4 Effet potentiel futur sur le capital

E.5.4.1 Actions potentielles

Sur la base de 87 111 003 actions émises, le capital social pourrait être augmenté au 30 juin 2013 jusqu'à un maximum de 18 713 455 d'actions nouvelles, soit 17,7% du capital social après dilution. Cette dilution pourrait intervenir du fait de l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés ; de la conversion d'obligations convertibles émises en 2009 et 2011 ; ou de l'acquisition des actions de performance attribuées en 2011 et 2012 qui se présentent comme suit :

<i>En nombre d'actions</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012	Variation	% dilution
Nombre d'actions émises	87 111 003	85 703 430	1 407 573	
Obligations convertibles 2009	5 533 872	5 533 872	-	5,2%
Obligations convertibles 2011	5 447 078	5 447 078	-	5,1%
Options de souscription d'actions	6 782 555	7 542 180	-759 625	6,4%
Actions de performance	949 950	967 300	-17 350	0,9%
Dilution potentielle	18 713 455	19 490 430	-776 975	17,7%
Total du capital potentiel	105 824 458	105 193 860	630 598	

Evolution des options de souscription d'actions

Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2012	7 542 180
Options de souscription attribuées au premier semestre 2013	0
Options de souscription exercées au premier semestre 2013	-703 967
Options de souscription déchues au premier semestre 2013	-3 333
Options de souscription périmées au premier semestre 2013	-52 325
Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2013	6 782 555

E.5.4.2 Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières

Au regard des résolutions votées par l'Assemblée Générale du 29 mai 2013, les autorisations d'intervenir sur le capital social et d'émettre des actions et autres valeurs mobilières en cours de validité sont les suivantes à la date du présent document :

Autorisation (en euros)	Montant des autorisations en nominal (Valeur)	Utilisation des autorisations en nominal (Valeur)	Solde non utilisé en nominal (Valeur)	Date d'expiration de l'autorisation
A.G.E. 30/05/2012 10 ^{ème} résolution Augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription (*)	25 000 000	0	25 000 000	30/07/2014
A.G.E. 30/05/2012 11 ^{ème} résolution Augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription (*)	12 500 000	0	12 500 000	30/07/2014
A.G.E. 30/05/2012 13 ^{ème} résolution Augmentation de capital en cas d'Offre Publique d'Echange (*)	12 500 000	0	12 500 000	30/07/2014
A.G.E. 30/05/2012 14 ^{ème} résolution Augmentation de capital en vue de rémunérer des apports en nature (*)	8 711 100	0	8 711 100	30/07/2014
A.G.E. 30/05/2012 16 ^{ème} résolution Augmentation de capital par incorporation des réserves, bénéfices ou primes	Montant maximum pouvant être capitalisé		n/a	30/07/2014
A.G.E. 30/05/2012 18 ^{ème} résolution Attribution d'actions de performance aux salariés et mandataires sociaux	871 110	723 335	147 775	30/07/2015
A.G.E. 29/05/2013 12 ^{ème} résolution Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions	10% du capital ajusté à tout moment	95 491 au 30/06/2013	9,89% du capital environ	29/11/2014
A.G.E. 29/05/2013 13 ^{ème} résolution Réduction de capital	10% du capital ajusté au jour de la réduction	0	10% du capital ajusté au jour de la réduction	29/11/2014
A.G.E. 29/05/2013 14 ^{ème} résolution Augmentation de capital réservée aux salariés	1 720 800	0	1 720 800	29/07/2015
A.G.E. 29/05/2013 15 ^{ème} résolution Attribution d'actions de performance aux salariés et mandataires sociaux	871 110	0	871 110	29/07/2016

(*) Toute augmentation de capital au titre de cette résolution s'imputerait sur le plafond global de 25 000 000 euros fixé pour les 10^{ème} à 14^{ème} résolutions par la 15^{ème} résolution adoptée par l'Assemblée Générale du 30 mai 2012.

Le nombre d'actions nouvelles autorisées pouvant être émises dans le cadre des délégations de compétence susvisées (la 16^{ème} résolution de l'Assemblée Générale du 30 mai 2012 étant mise à part) s'élève à 26 869 575, ce qui représente 30,85% du capital social mis à jour le 30 juin 2013.

E.5.5 Principaux événements boursiers du premier semestre 2013 et post-clôture

Le **21 février 2013**, Atos a annoncé ses résultats annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 8 844, représentant une croissance organique de +0,8% par rapport à 2011 à taux de change et périmètre constants. Le ratio de prises de commande sur facturations s'est élevé à 113% en 2012 grâce à des signatures majeurs en Infogérance, dans le BPO et à la fin de l'année en Intégration de Systèmes. La marge opérationnelle a atteint 580 millions d'euros, en forte progression de +36%, à 6,6%, par rapport à 4,8% en 2011 à taux de change et périmètre constants. La trésorerie nette du Groupe à fin 2012 s'est établie à 232 millions d'euros avec un flux de trésorerie disponible de 259 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe s'est établi à 224 millions d'euros par rapport à 182 millions d'euros publiés en 2011.

Le Groupe a annoncé la décision de filialiser les activités de paiements et de transactions marchandes autour d'Atos Worldline et de certaines activités spécifiques.

Le **20 mars 2013**, Siemens a annoncé la cession à d'autres investisseur la totalité de ses obligations convertibles acquises dans le cadre de la l'acquisition par Atos de Siemens IT Solutions & Services le 1^{er} juillet 2011.

Le **25 avril 2013**, Atos a annoncé ses résultats du premier trimestre 2013. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 117 millions d'euros, en décroissance organique de -1,2% par rapport au premier trimestre 2012. Les prises de commandes se sont élevées à 1 987 millions d'euros, représentant un ratio de prise de commandes sur facturation de 94 %. La trésorerie nette s'est établie à 258 millions d'euros à fin mars 2013.

Le **24 juillet 2013**, Atos a annoncé ses résultats pour le premier semestre 2013. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 4 290 millions d'euros, soit une baisse organique limitée à -0,6%. Les quatre plus grandes entités opérationnelles ont été l'Allemagne et le Royaume-Uni avec chacune 19% du chiffre d'affaires total du Groupe, puis l'entité Benelux & Pays Nordiques avec 13% et la France à 12%. La marge opérationnelle a atteint 279,0 millions d'euros, soit 6,5% du chiffre d'affaires, en hausse par rapport aux 5,6% du premier semestre 2012. Le flux de trésorerie disponible s'est élevé à 158 millions d'euros au premier semestre 2013. La trésorerie nette était de 359 millions d'euros, fin juin 2013. Le ratio prises de commande sur facturations a atteint 106% grâce à une activité commerciale soutenue au deuxième trimestre à 118%. Le résultat net part du Groupe s'est établi à 116 millions d'euros pour 102 millions d'euros au premier semestre 2012.

Le Groupe a confirmé tous les objectifs 2013 et avoir achevé le processus de filialisation annoncé fin février 2013 de ses activités de paiements et de transactions commerçants. Opérationnelle depuis le 1^{er} juillet, Worldline, une entité détenue à 100% par Atos SE, rassemble l'ensemble des activités de services transactionnels de paiement et du Groupe pour créer le leader européen dans ces domaines.

F LITIGES ET RECLAMATIONS

Atos est un groupe international qui opère dans 47 pays. Dans un grand nombre de ces pays, il n'existe aucun litige dans lequel le groupe serait partie. Dans d'autres juridictions, seul un faible nombre de réclamations ont été formulées, ou d'actions impliquant le Groupe. Au regard de sa taille et de son chiffre d'affaires, le niveau de contentieux demeure peu élevé.

Cela résulte en partie de l'incitation à l'auto-assurance, mais aussi de la forte promotion de la qualité des services rendus par le Groupe et de l'intervention d'une Direction de Gestion des Risques entièrement dédiée au suivi des contrats, depuis l'offre commerciale jusqu'à la livraison des services. Ce suivi permet une alerte en amont des problèmes ou litiges potentiels. Tous les litiges et réclamations potentiels sont rapportés, suivis et gérés, de manière appropriée, à chaque stade de leur progression.

Au cours du premier semestre 2013, certains litiges importants du Groupe ont été résolus dans des termes favorables au Groupe.

La Direction Générale considère que des provisions suffisantes ont été constituées.

Le montant total des provisions pour litiges dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2013 pour couvrir les litiges et réclamations identifiés, s'élevait à 82 millions d'euros (y compris les provisions pour réclamations fiscales et en matière de contributions sociales, mais excluant les litiges en matière de droit social).

F.1 Litiges en matière fiscale et de contributions sociales

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges, réclamations et audits habituels en matière fiscale et de contributions sociales. De tels litiges sont généralement résolus par le biais de procédures administratives non contentieuses.

Certaines réclamations en matière fiscale et de contributions sociales sont localisées au Brésil, où Atos est tantôt défendeur tantôt requérant. De tels litiges sont courants pour les sociétés opérant dans cette région. Les procédures sont habituellement longues. Dans d'autres juridictions, ces réclamations sont habituellement réglées par le biais de procédures administratives simples non contentieuses.

Il existe une réclamation significative à l'encontre des autorités fiscales britanniques en vue du remboursement d'une taxe (Stamp Duty) pour un montant de plus de 9 millions d'euros.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière fiscale et de contributions sociales, figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2013, était de 14 millions d'euros.

F.2 Litiges en matière commerciale

Il existe un faible nombre de litiges en matière commerciale.

Quelques réclamations ont été émises à partir de 2006 pour des services prétendument fournis au Groupe dans le passé. Après une investigation poussée, le Groupe a conclu que les réclamations n'étaient pas fondées. Ces réclamations ont donc été rejetées, aucun paiement n'a été effectué par le Groupe, ce qui a donné lieu à plusieurs procédures judiciaires. Ces procédures sont encore pendantes devant les tribunaux.

Le groupe fait l'objet d'un faible nombre de litiges en matière de propriété intellectuelle, de nature spéculative, portant sur des réclamations fortement surévaluées et sans fondement.

Un certain nombre d'importants litiges commerciaux existent dans des juridictions variées que le Groupe a intégrées à la suite de l'acquisition de Siemens IT Solutions ans Services. Certains de ces litiges concernent des actions intentées par le Groupe, et en 2013, un certain nombre d'entre eux ont été résolus avec succès.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière commerciale, figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2013, était de 68 millions d'euros.

F.3 Litiges en matière sociale

Le Groupe emploie plus de 77 000 salariés. Il existe relativement peu de litiges en matière sociale. Dans la plupart des juridictions il n'existe pas ou très peu de litiges. L'Amérique Latine est la seule région où il existe un nombre important de litiges mais ceux-ci sont de faible valeur et habituels pour des sociétés opérant dans cette région.

Le Groupe est partie en qualité de défendeur à quelques litiges en matière sociale, de valeur plus importante en France, au Brésil et au Royaume-Uni. De l'avis du Groupe ces litiges sont pour la plupart dépourvus en tout ou partie de fondement et font l'objet d'une provision adaptée.

Il existe 32 litiges à l'encontre du Groupe dont la demande est supérieure à 200 000 euros. Le montant total des provisions pour ces litiges, figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2013, était de 3,9 millions d'euros.

F.4 Garanties de passif

Le Groupe n'est partie qu'à un petit nombre de litiges relatifs à la mise en jeu d'une garantie de passif à la suite d'opérations de cessions / acquisitions.

F.5 Autres

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure administrative, gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, en cours ou potentielle, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

TABLE DES MATIERES DETAILLEE

Sommaire.....	2
A Personnes responsables	3
A.1 Responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.2 Attestation du responsable de l'Actualisation du Document de Référence	3
A.3 Responsables du contrôle des comptes	4
B Atos au premier semestre 2013.....	5
B.1 Compte de résultat.....	5
B.2 Principales réalisations.....	6
C Finance	9
C.1 Revue opérationnelle	9
C.1.1 Synthèse.....	9
C.1.2 Impact des taux de change et des changements de périmètre	11
C.1.2.1 Chiffre d'affaires.....	11
C.1.2.2 Marge opérationnelle.....	12
C.1.3 Evolution du profil de chiffre d'affaires	13
C.1.4 Performance par Ligne de Services	14
C.1.4.1 Infogérance	14
C.1.4.2 Intégration de Systèmes	15
C.1.4.3 Services Transactionnels de Haute Technologie (HTTS) & Activités Spécialisées.....	16
C.1.4.4 Conseil & Services Technologiques.....	17
C.1.5 Performance par entité opérationnelle.....	18
C.1.5.1 Royaume-Uni & Irlande	18
C.1.5.2 Allemagne	19
C.1.5.3 Benelux & Pays Nordiques	20
C.1.5.4 France.....	20
C.1.5.5 Atos Worldline.....	21
C.1.5.6 Europe Centrale & de l'Est	22
C.1.5.7 Amérique du Nord	22
C.1.5.8 Zone Ibérique	23
C.1.5.9 Autres entités opérationnelles	23
C.1.5.10 Coûts des structures globales.....	24
C.1.6 Chiffre d'affaires par marché.....	24
C.1.7 Filialisation des activités de paiement et de services aux commerçants d'Atos.....	25
C.1.7.1 Objectifs de la filialisation et création de Worldline.....	25
C.1.7.2 Chiffres clés et organisation	25
C.1.7.3 Performance du premier trimestre 2013	27

C.1.8	Prises de commande.....	28
C.1.8.1	Prises de commande et ratio de prises de commande.....	28
C.1.8.2	Carnet de commandes	29
C.1.8.3	Carnet de commandes total	30
C.1.8.4	Propositions commerciales.....	30
C.1.9	Gestion des Ressources Humaines	30
C.1.9.1	Evolution de l'effectif.....	30
C.1.9.2	Variation de périmètre	31
C.1.9.3	Recrutements.....	31
C.1.9.4	Départs	31
C.1.9.5	Restructurations et licenciements	31
C.1.9.6	Sous-traitants externes	32
C.2	Objectifs 2013	32
C.3	Revue financière	33
C.3.1	Etat du résultat global.....	33
C.3.1.1	Marge opérationnelle.....	33
C.3.1.2	Autres produits et charges opérationnels	33
C.3.1.3	Résultat financier.....	34
C.3.1.4	Impôt.....	34
C.3.1.5	Participations ne donnant pas le contrôle	34
C.3.1.6	Résultat net normalisé	34
C.3.1.7	Résultat net par action pour la période intermédiaire	35
C.3.2	Flux de trésorerie et trésorerie nette.....	37
C.3.3	Résultats de la Société Mère	39
C.4	Etats financiers consolidés résumés semestriels	40
C.4.1	Compte de résultat consolidé	40
C.4.2	Autres éléments du résultat global.....	41
C.4.3	Etats consolidés de la situation financière	42
C.4.4	Tableau de flux de trésorerie consolidé	43
C.4.5	Variation des capitaux propres consolidés.....	44
C.4.6	Notes annexes aux Etats financiers consolidés résumés semestriels.....	45
C.4.6.1	Bases de préparation	45
C.4.6.2	Principes comptables significatifs	46
C.4.6.3	Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires simplifiés clos au 30 juin 2013	47
C.5	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2013	58

D	Gouvernance d'Entreprise.....	59
D.1	Renouvellement et nomination d'administrateurs	59
D.2	Composition du Conseil d'Administration	60
D.3	Plan d'attribution d'actions de performance	60
E	Evolution du capital et performance boursière.....	63
E.1	Informations de base.....	63
E.1.1	Transactions des titres (Euronext)	63
E.1.2	Evolution du flottant	64
E.2	Dividendes	64
E.3	Calendrier financier	64
E.4	Contacts	64
E.5	Capital.....	65
E.5.1	Capital au 30 juin 2013.....	65
E.5.2	Pacte d'actionnaires.....	65
E.5.3	Auto-détention.....	65
E.5.3.1	Le cadre juridique.....	65
E.5.3.2	L'auto-détention	66
E.5.4	Effet potentiel futur sur le capital	67
E.5.4.1	Actions potentielles.....	67
E.5.4.2	Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières.....	68
E.5.5	Principaux événements boursiers du premier semestre 2013 et post-clôture.....	69
F	Litiges et réclamations	70
F.1	Litiges en matière fiscale et de contributions sociales.....	70
F.2	Litiges en matière commerciale.....	70
F.3	Litiges en matière sociale	71
F.4	Garanties de passif.....	71
F.5	Autres	71
	Table des matières détaillée.....	72